

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 2

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE



Québec 

AVRIL 2016

| NUMÉRO | <p align="center">ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017</p> <p align="center">TABLE DES MATIÈRES</p> <p align="center">RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p> | <p align="center">RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p> | <p align="center">PAGE</p> |
|--------|---|---|-----------------------------------|
| 1 | <p>Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2015-2016, indiquer :</p> <p>a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;</p> <p>b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;</p> <p>c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.</p> | 8 | - |
| 2 | <p>Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer :</p> <p>a) le lieu ;</p> <p>b) le coût ;</p> <p>c) la ou les dates de participation ;</p> <p>d) le nombre de participants ;</p> <p>e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;</p> <p>f) le nom de la formation ou de l'activité.</p> | 16 | - |
| 3 | <p>Sommes dépensées en 2015-2016 (et prévisions pour 2016-2017) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).</p> | 1 | - |
| 4 | <p>Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant pour chacun :</p> <p>a) son mandat ;</p> <p>b) la liste des membres ;</p> <p>c) le budget dépensé ;</p> <p>d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;</p> <p>e) les résultats atteints.</p> | 4 | - |
| 5 | <p>Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2015-2016 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.</p> | 11 et 12 | - |
| 6 | <p>Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2015-2016. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.</p> <p>Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.</p> | 13 | - |
| 7 | <p>Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2015-2016, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.</p> | 14 | - |

| NUMÉRO | ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION | RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ | PAGE |
|-----------|---|--|-----------|
| 8 | Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2015-2016 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception. | - | 1 |
| 9 | Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts. | - | 2 |
| 10 | Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016. | - | 14 |
| 11 | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin. | - | 18 |
| 12 | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017 : • le nom de toutes les campagnes; • les coûts de ces campagnes; • le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; • les dates de diffusion de la campagne; • les objectifs visés par chaque campagne. | - | 21 |
| 13 | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2015-2016 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme. | 22 | - |
| 14 | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes; d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique. | - | 22 |

| NUMÉRO | ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION | RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ | PAGE |
|-----------|---|--|-----------|
| 15 | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire). | - | 28 |
| 16 | Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2015-2016, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2016-2017. | - | 29 |
| 17 | Le nombre d'effectifs affectés à la patrouille de la cybercriminalité, leur rémunération, ainsi que le coût du module de cybercrime de la Sûreté du Québec (SQ) pour 2014-2015 et 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017. Préciser le poste de chacun des effectifs et sa provenance. | 44 et SQ | - |
| 18 | Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2014-2015 et 2015-2016 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2016-2017. | SQ | - |
| 19 | Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour les périodes 2014-2015 et 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017. | - | 32 |
| 20 | Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition en 2014-2015 et 2015-2016. | 82 | - |
| 21 | Le nombre de pistolets Taser ventilé par corps policier (y compris les corps policiers autochtones) et par région pour 2014-2015 et 2015-2016. | 83 et 85 | - |
| 22 | Le nombre d'interventions avec un pistolet Taser ventilé par corps policier (y compris les corps policiers autochtones) et par région pour 2014-2015 et 2015-2016. | 84 et 86 | - |
| 23 | Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour 2014-2015 et 2015-2016. | 81 | - |
| 24 | Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande pour 2014-2015 et 2015-2016. | 87 | - |
| 25 | La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2014-2015 et 2015-2016. | - | 33 |
| 26 | Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2006 : a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police; b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ; c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles. | - | 34 |
| 27 | Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir : a) description des actions posées, pour chaque phase ; b) les coûts engendrés, pour chaque phase ; c) le nombre d'appels et de dénonciations reçus sur la ligne d'aide téléphonique sans frais. | - | 36 |

| NUMÉRO | ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION | RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ | PAGE |
|--------|--|--|------|
| 28 | Concernant l'unité permanente anticorruption : a) ventilation détaillée des effectifs par poste, selon l'organisme dont ils proviennent; b) Le budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2015-2016; c) le détail des coûts engendrés par ses activités ; d) le nombre de procureurs dédiés exclusivement à ses dossiers; e) le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête; f) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées; g) Nombre de personnes affectées à l'unité, par poste (équivalent ETC); h) La liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC; i) Le bilan des activités de l'UPAC. | 19 | - |
| 29 | Copie des études, scénarios et /ou analyse réalisés depuis le 31 mars 2012 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci. | 2 | - |
| 30 | Sommes dépensées en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2015 (prévisions pour 2016-2017) par le ministère (et tout organisme sous sa responsabilité) pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système. | 20 | - |
| 31 | Pour chaque année, depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendants du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.) | - | 37 |
| 32 | Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2006, et prévisions pour 2016-2017. | 90 | - |
| 33 | Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers. | 89 | - |
| 34 | Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile. | - | 38 |
| 35 | Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la corruption et la collusion. | - | 39 |
| 36 | Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2004-2005, par année. | 133 | - |
| 37 | État d'avancement de la mise sur pied du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) institué par le projet de loi n°12 en mai 2013. | - | 41 |
| 38 | Effectifs du Bureau des enquêtes indépendantes en 2015-2016 et ceux prévus pour 2016-2017. | 138 et 139 | - |
| 39 | Dépenses autorisées pour le Bureau des enquêtes indépendantes en 2015-2016 et celles prévues pour 2016-2017 (salaires et fonctionnement). | 136 et 137 | - |
| 40 | Dépenses autorisées en 2014-2015 et 2015-2016 en lien avec le registre des armes à feu. Fournir également toute évaluation réalisée par le ministère concernant les coûts d'un registre. | - | 42 |
| 41 | Dépenses autorisées en 2014-2014 et 2015-2016 en lien avec le projet Sentinelle et un état de situation du projet. | 20 | - |
| 42 | Le nombre d'effectifs (ETC) attribué à la gestion du Fonds vert au sein du Ministère en 2015-2016, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale. | - | 43 |

| NUMÉRO | ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION | RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ | PAGE |
|-----------|--|--|-----------|
| 43 | Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par le Ministère par l'entremise du Fonds vert en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, ventilés par programmes inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant. | - | 44 |
| 44 | La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert, en 2014-2015 et 2015-2016 avec mention : a) de la description du projet ; b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire; c) du programme concerné, le cas échéant ; d) du montant déboursé ; e) de la date du déboursement ; f) de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES. Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives. Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES. | - | 45 |
| 45 | Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2015-2016 : a) Le cadre de gestion utilisé; b) La grille d'évaluation des projets; c) Les objectifs poursuivis. | - | 48 |
| 46 | Toute étude ou analyse démontrant que la réduction du taux d'encadrement que causera l'abolition de 150 postes d'officiers (par attrition) en 2015-2016 n'affectera pas la qualité des services rendus par la Sûreté du Québec ni sa capacité à pleinement remplir sa mission. | SQ | - |
| 47 | Toute étude ou analyse en vue de la refonte des 10 districts administratifs actuels. | SQ | - |
| 48 | Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 décembre 2015, répartis par district et par quart de travail. Préciser le nombre d'effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire. | SQ | - |
| 49 | La répartition par catégories (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2016. | 36 et SQ | - |
| 50 | La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec, leur rémunération respective pour la période 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les augmentations et bonis prévus. | SQ | - |
| 51 | Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2016. | 37 et SQ | - |
| 52 | Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières répartis par districts et par quart de travail pour 2014-2015 et 2015-2016. Comparer avec les effectifs des trois années financières précédentes. Prévisions pour 2016-2017. | SQ | - |
| 53 | La liste et le détail des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu en 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2014-2015. Prévisions pour 2016-2017. | 33 et SQ | - |

| NUMÉRO | ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION | RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ | PAGE |
|--------|---|--|------|
| 54 | Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2015. | SQ | - |
| 55 | L'investissement pour la période 2014-2015 et 2015-2016 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2016-2017. | SQ | - |
| 56 | Les investissements pour 2014-2015 et 2015-2016 en équipements spécialisés, par catégorie et par district. Prévisions pour 2016-2017. | 34 et SQ | - |
| 57 | Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ et les montants facturés à chacune d'elles pour 2014-2015 et 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017. | 78 | - |
| 58 | La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) en 2014-2015 et 2015-2016. | 38 et SQ | - |
| 59 | Le nombre et la nature des constats d'infraction émis par les policiers de la SQ en 2014-2015 et 2015-2016: a) sur les routes entretenues par le ministère des Transports ; b) sur les routes entretenues par une municipalité. Ventiler également par une distinction entre les constats d' infraction émis sur le réseau autoroutier et en dehors du réseau autoroutier. | 38 et SQ | - |
| 60 | Au 31 mars 2016, ventilation par poste des effectifs des huit Escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé et des Escouades spéciales d'enquête ainsi que le budget annuel accordé. | SQ | - |
| 61 | Toute étude et analyse en vue de la réduction du le nombre d'escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé en 2016-2017. | SQ | - |
| 62 | Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire en 2015-2016 et 2016-2017. | 40 et SQ | - |
| 63 | La répartition par poste des nouveaux officiers et agents de la SQ embauchés en 2015-2016 avec leur profil de formation. Comparer et ventiler avec les trois années financières précédentes. Prévisions pour 2016-2017. | SQ | - |
| 64 | La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs en 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les augmentations prévues. | 42 et SQ | - |
| 65 | Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2014-2015 et 2015-2016. | 77 | - |
| 66 | Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle en 2015-2016. | 45 et SQ | - |
| 67 | Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2014-2015 et 2015-2016. | 46 et SQ | - |
| 68 | Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2014-2015 et 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017. | 78 | - |
| 69 | Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ en 2014-2015 et 2015-2016. | SQ | - |
| 70 | Effectifs policiers affectés à des tâches dites « municipales » dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants. (Drummondville, Shawinigan , etc.) | 41 et SQ | - |
| 71 | Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé. | SQ | - |
| 72 | Nombre, lieux et coût des opérations routières menées contre l'alcool au volant et nombre d'arrestations liées à ces opérations pour 2014-2015 et 2015-2016. | SQ | - |

| NUMÉRO | ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION | RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ | PAGE |
|--------|---|--|------|
| 73 | Mise à jour du rapport sur les vols de métaux au Québec : état de situation en 2011 et application tactique, ou toute note ou analyse illustrant un état de situation plus à jour. | SQ | - |
| 74 | Concernant l'investissement de 6,1 M\$ annoncé le 4 novembre 2015 sur les mesures en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes autochtones, fournir les informations suivantes : a) l'enveloppe totale fournie par le MSP sur ce montant; b) la liste des programmes à partir desquels ces sommes ont été dépensées avec le montant pour lequel chacun est responsable; c) les projets auxquels cette enveloppe est assignée; d) l'échéance fixée pour chaque projet; e) l'état d'avancement des travaux pour chaque projet; f) les résultats détaillés pour chaque projet, s'il y a lieu. | - | 49 |
| 75 | La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire. | - | 50 |
| 76 | Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2016, répartis par corps de police municipal. | - | 61 |
| 77 | La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts. | 75 | - |
| 78 | La liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec. Fournir également la copie de toute étude concernant le déséquilibre fiscal existant entre les municipalités ayant leur propre corps de police et celles desservies par la Sûreté du Québec. | 79 | - |
| 79 | État d'avancement détaillé de la mise en oeuvre de chacune des recommandations contenues dans le rapport d'enquête administrative concernant l'évasion par hélicoptère de l'établissement de détention de Québec le 7 juin 2014. | 72 | - |
| 80 | Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour 2014-2015 et 2015-2016. | 68 | - |
| 81 | La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour 2014-2015 et 2015-2016. | 50 (et 63) | - |
| 82 | Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2015. | 57 | - |
| 83 | La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2015. | - | 63 |
| 84 | La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire. | 58 | - |
| 85 | Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention pour 2014-2015 et 2015-2016. | 59 | - |
| 86 | Les effectifs (par catégorie d'emplois et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour 2014-2015 et 2015-2016. | 68 | - |
| 87 | Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour 2014-2015 et 2015-2016. | 64 | - |
| 88 | Répartition de la durée totale et de la durée moyenne des octrois d'absences temporaires par centre de détention pour 2014-2015 et 2015-2016. | 65 | - |

| NUMÉRO | ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION | RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ | PAGE |
|------------|--|--|-----------|
| 89 | Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention pour la 2014-2015 et 2015-2016. | 66 | - |
| 90 | Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour 2014-2015 et 2015-2016. | 67 | - |
| 91 | Nombre d'agents de surveillance affectés aux suivis en milieu ouvert et à toute autre surveillance de personnes contrevenantes en période de probation, ventilé selon le type de surveillance et par région, pour 2014-2015 et 2015-2016. | 69 et 70 | - |
| 92 | Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2010-2011, 2011 -2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 par région administrative. | 69 et 70 | - |
| 93 | Nombre d'agents de probation en fonction, ventilé selon le type d'activité ou de fonction et par région, pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. | - | 64 |
| 94 | Nombre de dossiers concernant les criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. | 62 | - |
| 95 | Nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, ventilé par année et par établissement de détention (distinguer détenus et prévenus). Préciser le délai moyen (jours) entre la sortie et le retour en détention. | 60 | - |
| 96 | Le nombre de détenus et de prévenus évadés d'un établissement de détention en 2014-2015 et 2015-2016 (distinguer détenus et prévenus). Préciser le délai moyen (jours) entre l'évasion et le retour en détention. | 61 | - |
| 97 | Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2014-2015 et 2015-2016. | 64 | - |
| 98 | Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes 2014-2015 et 2015-2016. | 65 | - |
| 99 | Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours des exercices 2014-2015 et 2015-2016, respectivement. Fournir l'échéancier complet pour chaque projet (qu'il s'agisse de rénovation ou de nouvelle construction). | 80 | - |
| 100 | Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus. | - | 65 |
| 101 | Les rapports annuels (états financiers) du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale institué en vertu de la Loi sur les services correctionnels, pour les années 2004-2005 à 2015-2016. Justifier les différentes charges relatives à la gestion du Fonds (honoraires professionnels, déplacements, etc.). | - | 68 |
| 102 | Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2010-2011 , 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. | - | 69 |
| 103 | Les résultats et rapports relatifs au projet-pilote mettant en oeuvre de nouvelles modalités d'évaluation de la réinsertion sociale des détenus en janvier 2013, visant à permettre de diminuer le temps de production des évaluations et ainsi d'augmenter le nombre d'évaluations produites, tout en s'assurant de leur qualité. | - | 70 |

| NUMÉRO | ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION | RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ | PAGE |
|------------|--|--|-----------|
| 104 | Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois. | - | 71 |
| 105 | Pour 2014-2015 et 2015-2016, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST suite à une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale. | - | 72 |
| 106 | Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. | - | 73 |
| 107 | Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les centres de détention pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Ventilation par centre de détention. | - | 74 |
| 108 | Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de Justice (pour comparution) pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Ventilation par centre de détention. | - | 75 |
| 109 | Le nombre et le coût des installations modulaires (temporaires ou permanentes) et des roulottes dans les prisons pour 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017. Ventiler par centre de détention. | 71 | - |
| 110 | Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Ventilé par centre de détention. | - | 76 |
| 111 | Échéancier complet et actualisé et coûts totaux et par unité (cellule) relativement à la construction des établissements de détention de Sorel, de Roberval, d'Amos et de Sept-Îles. État d'avancement de chacun des projets. | 80 | - |
| 112 | Efforts déployés pour maximiser le nombre de personnes contrevenantes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits. | - | 78 |
| 113 | Nombre total de personnes ayant fréquenté le centre Kapatak an Gilles Jourdain en 2014-2015 et en 2015-2016. | - | 79 |
| 114 | Pour les années 2012 à aujourd'hui, les diètes religieuses accordées aux détenus; le nombre de repas, leur coût unitaire et le coût total pour les repas casher et les repas halal. | - | 80 |
| 115 | Nombre d'incidents impliquant des drones répertoriés 2014-2015 et 2015-2016 par établissements de détention. | - | 81 |
| 116 | Nombre de détenus ayant bénéficié de traitements de zoothérapie dans chacun des établissements de détention, pour chaque année depuis l'instauration de ce traitement et la durée de chacun des traitements offerts par détenu | - | 82 |
| 117 | Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. | - | 83 |
| 118 | État d'avancement de la mise en oeuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024. Indiquer le budget et l'effectif prévus pour sa mise en oeuvre pour 2016-2017. | 94 | - |
| 119 | La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué en 2013-2014 et 2014-2015. Prévisions pour 2015-2016. | 92 | - |
| 120 | État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2014-2015 et 2015-2016. | 15 | - |

| NUMÉRO | ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION | RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ | PAGE |
|------------|---|--|------------|
| 121 | Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile. | - | 91 |
| 122 | Détaille de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs. | - | 94 |
| 123 | Échéancier et copie de la refonte (et des modifications) de la loi sur la sécurité civile. | - | 95 |
| 124 | Description des postes des employés des directions et bureaux régionaux de la sécurité civile. | - | 96 |
| 125 | Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile. | - | 97 |
| 126 | Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2015-2016. | 117 | - |
| 127 | La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts. | 119 | - |
| 128 | La liste des conditions et des tests requis pour être admissible à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer. | 120 | - |
| 129 | La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2014-2015 et 2015-2016 Prévisions pour 2016-2017. | - | 98 |
| 130 | Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2014-2015 et 2015-2016. | 102 | - |
| 131 | La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les augmentations et bonis versés et/ou prévus. | 103 | - |
| 132 | La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour 2014-2015 et 2015-2016 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier. | 104 | - |
| 133 | La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour 2014-2015 et 2015-2016, ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise. | 105 | - |
| 134 | Liste des motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif en 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. | 106 | - |
| 135 | Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emplois, ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2014-2015 et 2015-2016. | 107 | - |
| 136 | La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les augmentations et bonis prévus. | 108 | - |
| 137 | Le nombre de dossiers reçus pour 2014-2015 et 2015-2016, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux). | 109 | - |
| 138 | Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2015, par catégorie et par origine. | 110 | - |
| 139 | Le délai moyen pour le traitement d'un dossier pour les années 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. | 111 | - |
| 140 | État de la mise en oeuvre des modifications législatives à la Loi sur la police, dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc. | - | 100 |

| NUMÉRO | ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2 ^E GROUPE DE L'OPPOSITION | RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ | PAGE |
|------------|---|--|------------|
| 141 | Pour 2014-2015 et 2015-2016, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police. | - | 101 |
| 142 | Copie des recommandations émises par les coroners, en 2015-2016, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations. | 95 | - |
| 143 | Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2014-2015 et 2015-2016. | 96 | - |
| 144 | La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour 2015-2016 et 2015-2016 ainsi que les augmentations prévues et les bonis et primes reçues au cours d'une même période. | 97 | - |
| 145 | L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport. | 98 | - |
| 146 | La liste des enquêtes terminées en 2014-2015 et 2015-2016 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur responsable du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport). | 99 | - |
| 147 | La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2015 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur responsable du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête. | 100 | - |
| 148 | Copie des directives envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour 2014-2015 et 2015-2016. | 101 | - |
| 149 | Les délais d'investigation et de traitement des dossiers. | - | 102 |
| 150 | État d'avancement des recommandations formulées par le Protecteur du citoyen, notamment en ce qui concerne les délais d'investigation. | - | 104 |
| 151 | Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2014-2015, et prévisions pour 2016-2017. | 112 | - |
| 152 | La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour 2014-2015 et 2015-2016, incluant leur Curriculum Vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat, ainsi que les augmentations et bonis prévus. | 113 | - |
| 153 | La répartition des décisions prises par la Commission pour 2014-2015 et 2015-2016 (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libérations conditionnelles et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire). | 114 | - |
| 154 | La répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour 2014-2015 et 2015-2016. | 115 | - |
| 155 | Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus. | 116 | - |
| 156 | Mesures mises en oeuvre par la CQLC pour maximiser le nombre de personnes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits. | - | 105 |
| 157 | Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour 2014-2015 et 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017. | 131 | - |
| 158 | Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2014-2015 et 2015-2016. | 122 | - |

| NUMÉRO | ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION | RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ | PAGE |
|------------|--|--|------------|
| 159 | La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche. | 123 | - |
| 160 | Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps policiers mandatés, pour chaque secteur d'activités pour 2014-2015 et 2015-2016. | 124 | - |
| 161 | Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués pour 2014-2015 et 2015-2016, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation. | 125 | - |
| 162 | Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour 2014-2015 et 2015-2016, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation. | 126 | - |
| 163 | Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour 2014-2015 et 2015-2016. | 127 | - |
| 164 | Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour 2014-2015 et 2015-2016. | 129 | - |
| 165 | Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que le résultat de la décision. | 130 | - |
| 166 | Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes en 2014-2015 et 2015-2016. | 128 | - |
| 167 | Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs en 2014-2015 et 2015-2016. | 132 | - |
| 168 | Depuis 2006, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilé par sport. | - | 106 |
| 169 | Les revenus découlant du nouveau Règlement sur les systèmes de loteries et aux Règles sur les systèmes de loteries entreront en vigueur pour autoriser la mise sur pied et l'exploitation des tirages moitié-moitié sous l'égide d'une licence délivrée par la Régie des alcools, des courses et des jeux. | - | 107 |
| 170 | Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2014-2015 et 2015-2016, par région. | - | 108 |
| 171 | Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2014-2015 et 2015-2016. | 135 | - |
| 172 | Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2014-2015 et 2015-2016. | 134 | - |
| 173 | Pour chaque corps de police autochtone reconnu par le gouvernement du Québec, indiquer les montants transmis par année financière pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Inclure également les prévisions pour 2016-2017. | 75 | - |
| 174 | Pour chaque corps de police non autochtone du Québec, pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, indiquer les coûts et le nombre d'interventions conduites en territoire autochtone. Séparer ces données entre les interventions ayant eu lieu sur des territoires couverts par des corps de police autochtone de celles ayant eu lieu hors de ces territoires. | - | 109 |
| 175 | Fournir la planification des sommes assignées à la transition vers la SQ des tâches et responsabilités du corps de police de Mashteuiatsh pour 2016-2017 dans le contexte de l'abolition du service de police de la réserve prévue pour le 31 mars 2016. | - | 110 |
| 176 | Concernant le rapport du Protecteur du citoyen sur les conditions de détention du Nunavik publié le 18 février 2016, fournir les budgets et les ETC prévus en 2016-2017 pour mettre en oeuvre les recommandations. Fournir également tout plan d'action et échéancier prévu par le ministère ou le gouvernement. | - | 111 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

| | |
|--|--|
| QUESTION 8 : | Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2015-2016 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception. |
| <p>Avis juridiques internes d'un ministère La <i>Loi sur le ministère de la Justice</i> prévoit que le ministre de la Justice est le juriconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre juriconsulte du Conseil exécutif du Québec. C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.</p> <p>Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la <i>Charte des droits et libertés de la personne</i>.</p> <p>Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.</p> <p>Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.</p> <p>De plus, les ministres sont invités à être prudents quant à l'existence même des avis juridiques puisque l'article 214 du <i>Règlement de l'Assemblée nationale</i> prévoit que lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public.</p> <p>Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2015-2016 dans le cadre de l'Étude des crédits.</p> <p>Avis juridiques internes d'un organisme Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.</p> <p>Avis juridiques externes Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.</p> | |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

| DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS | NOM DES FIRMES RETENUES | COÛTS |
|--|--------------------------------|-------|
| Traduction - Lettre | Composition Ste-Foy (CSF inc.) | 62 |
| Traduction - Lettre | Composition Ste-Foy (CSF inc.) | 50 |
| Traduction - Lettres | Edgar inc. | 145 |
| Traduction - Lettres | Edgar inc. | 70 |
| Traduction - Lettres | Edgar inc. | 280 |
| Traduction - Lettres | Edgar inc. | 290 |
| Mise à jour - site Web | Anglocom inc. | 303 |
| Traduction - Communiqué aux directeurs de police | Anglocom inc. | 88 |
| Traduction - Communiqués de presse | Anglocom inc. | 101 |
| Traduction - Fichier | Anglocom inc. | 161 |
| Traduction - Résultats de santé (pour un détenu) | Anglocom inc. | 60 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

| DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS | NOM DES FIRMES RETENUES | COÛTS |
|--|-------------------------|-------|
| Traduction - Extrait d'un projet de loi | Anglocom inc. | 60 |
| Traduction - Communiqué aux directeurs de police | Anglocom inc. | 60 |
| Traduction - Communiqué aux directeurs de police | Anglocom inc. | 60 |
| Traduction - Communiqué aux directeurs de police | Anglocom inc. | 61 |
| Traduction - Communiqué aux directeurs de police | Anglocom inc. | 95 |
| Traduction - Communiqué aux directeurs de police | Anglocom inc. | 60 |
| Traduction - Communiqué aux directeurs de police | Anglocom inc. | 126 |
| Traduction - Communiqué aux directeurs de police | Anglocom inc. | 78 |
| Traduction - Communiqué aux directeurs de police | Anglocom inc. | 60 |
| Traduction - Lettre | Anglocom inc. | 71 |
| Traduction - Communiqué aux directeurs de police | Anglocom inc. | 165 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

| DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS | NOM DES FIRMES RETENUES | COÛTS |
|---|-------------------------|-------|
| Traduction - Communiqué de presse | Anglocom inc. | 108 |
| Traduction - Communiqué aux directeurs de police | Anglocom inc. | 68 |
| Traduction - Documents variés | Anglocom inc. | 651 |
| Traduction - Communiqué aux directeurs de police | Anglocom inc. | 60 |
| Traduction - Pratique policière (introduction) | Anglocom inc. | 74 |
| Traduction - Infolettre | Anglocom inc. | 95 |
| Traduction - Formulaire pour les personnes contrevenantes | Anglocom inc. | 165 |
| Traduction - Communiqué aux directeurs de police | Anglocom inc. | 87 |
| Traduction - Communiqué aux directeurs de police | Anglocom inc. | 77 |
| Traduction - Procédure du correctionnel | Anglocom inc. | 105 |
| Traduction - Lettre | Anglocom inc. | 102 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

| DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS | NOM DES FIRMES RETENUES | COÛTS |
|---|--------------------------------------|-------|
| Traduction - Bulletins <i>Le feu follet</i> et <i>Le feu follet junior</i> | Anglocom inc. | 439 |
| Traduction - Formulaire pour les personnes contrevenantes | Anglocom inc. | 68 |
| Traduction - Note aux directeurs de police | Anglocom inc. | 342 |
| Traduction - Note aux directeurs de police | Anglocom inc. | 81 |
| Traduction simultanée lors du Colloque des directeurs de police autochtone du Québec 2015 | Innutelecom | 5 576 |
| Traduction - Communiqué et note aux directeurs de police | Les Productions Trois-Points Limitée | 1 489 |
| Traduction - Documents divers | Les Productions Trois-Points Limitée | 252 |
| Traduction - Communiqué aux directeurs de police | Les Productions Trois-Points Limitée | 258 |
| Traduction - Communiqué aux directeurs de police | Les Productions Trois-Points Limitée | 708 |
| Traduction - Note aux directeurs de police et formulaire | Les Productions Trois-Points Limitée | 791 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE · 01.03

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

| DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS | NOM DES FIRMES RETENUES | COÛTS (\$) |
|--|----------------------------|------------|
| Traduction d'un rapport pour un client privé | Traduction Guy Demers inc. | 197 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

| DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS | NOM DES FIRMES RETENUES | COÛTS (\$) |
|---|-------------------------|------------|
| Traduction d'un message -Québec En Alerte | Edgar inc. | 78 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

| DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS | NOM DES FIRMES RETENUES | COÛTS (\$) |
|--|-------------------------------|------------|
| Traduction - Règles et règlements | CSPQ - Publications du Québec | 1 381 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

| DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS | NOM DES FIRMES RETENUES | COÛTS (\$) |
|---|-------------------------|------------|
| Formulaires : Avis de remise, accroissement des conditions, avis d'annulation de la prise d'effet d'une décision et conditions de la Commission | Traduction Amérique | 152 |
| Décisions rendues lors des séances | Traduction Amérique | 3 097 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

| DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS | NOM DES FIRMES RETENUES | COÛTS (\$) |
|---|---------------------------------------|-------------------|
| Services d'interprétariat, dossier #171740 | Banque régionale d'interprètes | 300 |
| Traduction français/anglais de 47 rapports d'investigation et d'enquête et de 2 documents: « l'investigation et l'enquête du coroner » et « désistement de réclamation de la dépouille » | Centre de services partagés du Québec | 11 968 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

| DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS | NOM DES FIRMES RETENUES | COÛTS (\$) |
|---|-------------------------|------------|
| Traduction - Décisions | Traduction Amériques | 4 229 |
| Traduction - Lettres | Traduction Amériques | 47 |
| Traduction - Demandes d'accès à l'information | Traduction Amériques | 100 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

| DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS | NOM DES FIRMES RETENUES | COÛTS (\$) |
|---|-------------------------|------------|
| Décision du Comité de déontologie policière | Williamson, Karen P. | 1 095 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

| DOCUMENTS TRADUITS/CONTRATS OCTROYÉS | NOM DES FIRMES RETENUES | COÛTS (\$) |
|---|--|------------|
| Résumé de conférence (colloque 2016) | Edgar inc. | 65 |
| Présentation à la Police de Toronto | Edgar inc. | 490 |
| Interprétation pour un employé du Service de la vérification - Rencontre d'équipe | Service d'Interprétation Visuelle et Tactile du Montréal-Métropolitain | 756 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016.

| ADRESSE | NATURE DE LA DEMANDE |
|---|--|
| Granby, 77, rue Principale | Location d'un nouveau local |
| Kuuujuaq | Location de logements |
| Matane, 382, avenue Saint-Jérôme | Location d'un nouveau local |
| Montréal, 1701, rue Parthenais | Travaux de mise aux normes |
| Montréal, 1701, rue Parthenais | Travaux mineurs |
| Montréal, 1, rue Notre-Dame Est | Travaux de mises aux normes |
| Montréal, 800, boulevard Gouin Ouest | Travaux mineurs |
| Roberval, 750, boulevard Saint-Joseph | Travaux mineurs |
| Roberval, 555, boulevard Horace-J.-Beemer | Travaux mineurs |
| Saint-Jérôme, 2, boulevard de la Salette | Agrandissement des locaux |
| Sherbrooke, 1075, boulevard Talbot | Travaux de mises aux normes (2 demandes) |
| Trois-Rivières, 7600, boulevard Parent Nord | Travaux de mise aux normes |
| Val-d'Or, 400, boulevard Lamaque | Agrandissement des locaux |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES– 03.02

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016.

| ADRESSES | NATURE DE LA DEMANDE |
|---|---|
| 300, boul. Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8K6 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6 | Signalisation de locaux |
| 300, boul. Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8K6 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6 | Lettrage pour plaquettes d'identification |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016.

| ADRESSES | NATURE DE LA DEMANDE |
|---|---|
| 1685, boul. Wilfrid-Hamel, Québec (Québec) G1N 3Y7 (morgue de Québec) | Installation caméras et cartes d'accès |
| 1685, boul. Wilfrid-Hamel, Québec (Québec) G1N 3Y7 (morgue de Québec) | Installation de 2 UPS à la morgue |
| 1685, boul. Wilfrid-Hamel, Québec (Québec) G1N 3Y7 (morgue de Québec) | Installation d'un fer angle en U pour réparer la barre de métal de la porte en toile de l'abri Tempo de la morgue |
| 1685, boul. Wilfrid-Hamel, Québec (Québec) G1N 3Y7 (morgue de Québec) | Remplacement du compresseur du congélateur |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016.

| ADRESSES | NATURE DE LA DEMANDE |
|--|---|
| 2535 boulevard Laurier, bur 1.06 (Québec) G1V 4M3 | Relocalisation des bureaux qui étaient situés au 1200 rue de l'Église |
| 454 Place Jacques Cartier, 5 ^e étage (Montréal) H2Y 3B3 | Mandat de renégociation du bail d'occupation |

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINSITÈRE

QUESTION 11 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

a) Tirage pour la campagne Entraide 2015

b) Prix de présence :

Boutique Le Relais des pins, Île d'Orléans (produits de l'érable) – un chèque-cadeau – 30 \$;
Croisière AML – deux laissez-passer pour une croisière urbaine, départ de Québec ou de Montréal – 136 \$;
Diffusion culturelle de Lévis – une paire de billets pour le spectacle de la chanteuse Jazz Jill Barber du 23 octobre 2015 – 80 \$;
Infinima spa – un chèque-cadeau applicable à l'achat d'un massage ou d'un soin du visage – 50 \$;
Le Capitole de Québec – une paire de billets du spectacle de Marc Dupré pour la représentation du 3 décembre 2015 – 115 \$;
Le Moulin du Saint-Laurent – un chèque-cadeau valide pour la Table d'hôte du soir ou le Traiteur – 75 \$;
Méga Parc des Galeries de la Capitale – quatre laissez-passer de 30 points – valeur inconnue;
Deux moitié-moitié (octobre – 433 \$ et septembre 436 \$);
Musée de la civilisation – deux laissez-passer – valeur inconnue;
Musée Grévin – deux paires de billets – 91 \$;
Théâtre Beaumont Saint-Michel – un chèque-cadeau pour le théâtre d'été 2016 – 91 \$;
Zoo de Granby – deux laissez-passer adultes valides pour une journée pour la saison 2016 – 74 \$;

c) Favoriser la participation du personnel du ministère lors de l'activité de lancement qui a donné le coup d'envoi de la campagne Entraide 2015.

d) S/O

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 11 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :
a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

- a) Prix du ministre dans le cadre du Congrès biennale de la Société de criminologie du Québec
- b) Bourse de 2 000 \$
- c) Vise à reconnaître la contribution du domaine de la recherche scientifique à l'amélioration des connaissances et des pratiques en matière de sécurité publique.
- d) S/O

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 11 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :
a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

a) Concours « Pompiers en action »

b) Le concours « Pompiers en action » consiste, pour les participants, à soumettre une ou plusieurs photos de pompiers en action. Le prix dont bénéficient les gagnants du concours est de voir leur(s) photo(s) publiée(s) dans l'édition annuelle du rapport « La Sécurité incendie au Québec et Statistiques sur les incendies déclarés ». Les gagnants voient la qualité de leur travail reconnue dans une publication gouvernementale et les pompiers, sujets des clichés soumis, obtiennent la reconnaissance ministérielle accordée à leur travail.

c) Les photos transmises au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Concours « Pompiers en action » contribuent à produire une publication statistique attrayante. Elle se démarque par son esthétisme, confirmé par l'appréciation exprimée par les principaux intervenants. Grâce aux participants du concours, le ministère peut présenter des images d'interventions réelles illustrant toute la complexité des tâches accomplies par les pompiers et ce, à coût nul.

d) S/O

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
- les dates de diffusion de la campagne;

| LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION | FOURNISSEURS | COÛT (\$) |
|---|--|-----------|
| Semaine de la sécurité civile 2015 Du 3 au 9 mai 2015 Objectif général : Amener le citoyen à prendre conscience des risques présents dans son environnement et des mesures à prendre pour s'en protéger. | Placement média : Facebook CSPQ (La Presse+, La Presse, Le Soleil, Le Nouvelliste, Le Quotidien, La Tribune, La Voix de l'Est, Le Droit) Léger (sondage post-campagne) NumériOca | 16 148 |
| Semaine de la prévention des incendies 2015 Du 4 au 10 octobre 2015 Objectif général : Sensibiliser la population, et plus particulièrement les familles québécoises, à l'importance de développer de bons comportements en vue de prévenir les incendies et d'être en mesure de réagir adéquatement advenant un tel sinistre. | Facebook Impressions de Beauce Impression Rive-Sud Solisco Imprimerie provinciale Héon et Nadeau Imprimerie Deschamps Impression | 30 923 |
| Semaine de la prévention de la criminalité 2015 - Ensemble agissons Du 1 ^{er} au 7 novembre 2015 Objectif général : Sensibiliser la population aux enjeux de sécurité et à l'importance de contribuer à prévenir la criminalité. | Travaux entièrement faits à l'interne | - |
| Semaine de la police 2015 - Pour une communauté en sécurité Du 10 au 16 mai 2015 Objectif général : Sensibiliser les citoyens aux enjeux qui les préoccupent et favoriser des liens de confiance avec les corps policiers, notamment en organisant des activités. Il peut s'agir, par exemple, de sécurité routière, de vol ou de cybercriminalité. | Travaux entièrement faits à l'interne | - |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.**

- a)** Neuf membres du personnel de la Direction des communications du ministère du Conseil exécutif sont affectés au secteur des Affaires publiques du ministère de la Sécurité publique.
- b)** Il n'y a pas de montant spécifique attribué à ce secteur. Les dépenses effectuées sont pour l'organisation d'événements, de campagnes, de salons ou celles liées à la revue de presse, à la transcription ou à la diffusion de communiqués.
- c)** S/O
- d)** Communication DEMO :
- | | |
|--|---------------|
| Revue de presse électronique et les transcriptions : | 21 528 \$ |
| Revue de presse écrite : | 25 315 \$ |
| CEDROM-SNI (Eureka cc) - Abonnement au service de base de données médias | 10 692 \$ |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.**

a) Deux employés

b) 166 815 \$

c) Aucune rencontre avec d'autres instances ou organismes publics

d) Aucun

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – 03.03

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.**

- a)** Une employée : Responsable des communications
- b)** 80 130 \$
- c)** 23 octobre 2015 : rencontre au MSP au sujet de la refonte de l'extranet des coroners, au cours de laquelle la responsable des communications a exposé la nouvelle architecture du site aux employés de la DTI du MSP qui sont affectés à la réalisation du projet.
23 juillet 2015 : déplacement de la responsable des communications à Drummondville dans le cadre d'une opération Filet IV déclenchée à la suite d'un incendie ayant causé trois décès.
11 juillet 2015 : déplacement de la responsable des communications à Saint-Césaire pour représenter le Bureau du coroner dans un événement réunissant plusieurs intervenants majeurs en sécurité civile en Montérégie.
- d)** Nous utilisons les services de veille et revue de presse de Demo Communication via le MSP. Aucun sujet particulier n'a fait l'objet d'une veille à notre demande.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.**

- a)** Un employé de l'organisme est affecté aux communications et / ou affaires publiques lorsqu'une situation le nécessite.
- b)** Aucun
- c)** Aucun
- d)** Aucune dépense. Les coûts du service de revue de presse sont assumés par le ministère.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.**

- a)** 3 employés: Communications internes; Responsables des relations médias et Directeur de la prévention et des communications.
- b)** Seules des dépenses de veille médiatique, de traduction et des dépenses liées à la diffusion de communiqués ont été engagées au cours de l'année. Aucune dépense directe n'a été attribuée à ce secteur.
- c)** Aucune.
- d)** Un montant de 36 375 \$ a été investi en veille médiatique (ADN5 Média Inc. est la firme externe qui a fourni ces services).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - 03.07

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.**

- a)** Une employée : Conseillère aux communications
- b)** 7 513 \$
- c)** rencontre
- d)** Firme externe : ADN5 Média
- Revue de presse : 58 638 \$
- Sujets faisant l'objet d'une veille BEI, enquêtes indépendantes, opérations policières

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

QUESTION 15 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Le ministère ne dispose pas des systèmes d'information lui permettant de répondre à cette question.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 16 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2015-2016, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2016-2017.

| L'âge des créances et/ou amendes à recouvrer | 2010-2011 \$ | 2011-2012 \$ | 2012-2013 \$ | 2013-2014 \$ | 2014-2015 \$ | 2015-2016 \$ |
|---|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Moins d'un an | 285 715 | 293 079 | 340 299 | 547 345 | 352 219 | 320 013 |
| 1-2 ans | 88 986 | 36 013 | 25 512 | 38 925 | 8 145 | 46 961 |
| + de 2 ans | 122 381 | 170 677 | 178 496 | 186 570 | 210 052 | 212 821 |
| Total | 497 082 | 499 769 | 544 307 | 772 840 | 570 416 | 579 795 |

Pour chacune des années les moyens entrepris pour recouvrer les sommes sont les suivants:

Relevé de compte mensuel, Lettre de recouvrement, Téléphone, Certificat d'exigibilité, Hypothèque légale

Prévisions 2016-2017 : 575 105 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

Pour les réponses aux questions 18, 46, 47, 48, 50, 52, 54, 55, 60, 61, 63, 69, 71, 72 et 73 du 2^e groupe de l'opposition, voir le cahier de la Sûreté du Québec.

- QUESTION 18:** Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2014-2015 et 2015-2016 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2016-2017.
- QUESTION 46 :** Toute étude ou analyse démontrant que la réduction du taux d'encadrement que causera l'abolition de 150 postes d'officiers (par attrition) en 2015-2016 n'affectera pas la qualité des services rendus par la Sûreté du Québec ni sa capacité à pleinement remplir sa mission.
- QUESTION 47 :** Toute étude ou analyse en vue de la refonte des 10 districts administratifs actuels.
- QUESTION 48 :** Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 décembre 2015, répartis par district et par quart de travail. Préciser le nombre d'effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.
- QUESTION 50 :** La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec, leur rémunération respective pour la période 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les augmentations et bonis prévus.
- QUESTION 52 :** Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières répartis par districts et par quart de travail pour 2014-2015 et 2015-2016. Comparer avec les effectifs des trois années financières précédentes. Prévisions pour 2016-2017.
- QUESTION 54 :** Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2015.
- QUESTION 55 :** L'investissement pour la période 2014-2015 et 2015-2016 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2016-2017.
- QUESTION 60 :** Au 31 mars 2016, ventilation par poste des effectifs des huit Escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé et des Escouades spéciales d'enquête ainsi que le budget annuel accordé.
- QUESTION 61 :** Toute étude et analyse en vue de la réduction du le nombre d'escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé en 2016-2017.
- QUESTION 63 :** La répartition par poste des nouveaux officiers et agents de la SQ embauchés en 2015-2016 avec leur profil de formation. Comparer et ventiler avec les trois années financières précédentes. Prévisions pour 2016-2017.
- QUESTION 69 :** Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ en 2014-2015 et 2015-2016.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

- | | |
|----------------------|---|
| QUESTION 71 : | Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé. |
| QUESTION 72 : | Nombre, lieux et coût des opérations routières menées contre l'alcool au volant et nombre d'arrestations liées à ces opérations pour 2014-2015 et 2015-2016. |
| QUESTION 73 : | Mise à jour du rapport sur les vols de métaux au Québec : état de situation en 2011 et application tactique, ou toute note ou analyse illustrant un état de situation plus à jour. |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 19 : Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour les périodes 2014-2015 et 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.

Cette question concernait plus spécifiquement l'effectif impliqué dans la lutte contre les gangs de rues financé par le Fonds de recrutement de policiers qui a pris fin le 31 mars 2013. Sous réserve des différentes obligations prévues selon les niveaux de service, les corps de police du Québec ont tous le mandat d'enquêter sur des crimes reliés aux gangs de rue et ils continuent d'offrir ce service selon la priorité accordée à ce phénomène sur leur territoire. Le MSP ne détient cependant pas de renseignements particuliers sur l'effectif affecté à ces enquêtes par les différents corps de police ni leur rémunération.

Pour complément d'information, voir le cahier de la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 25 : La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2014-2015 et 2015-2016.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) dispose des données sur le montant des amendes imposées à la suite d'un jugement en matière de contrebande de tabac. Ces données lui sont transmises par Revenu Québec dans le cadre du programme ACCES Tabac.

| Année financière | 2014-2015 | 2015-2016 ¹ |
|------------------|-----------|------------------------|
| Amendes imposées | 45,6 M\$ | 36 M\$ |

Le MSP ne dispose cependant pas des données sur le montant des amendes encaissées.

¹ Les données pour l'exercice 2015-2016 sont pour la période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 26 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2006 * :

a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;

b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ;

c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police :

NOMBRE D'INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS

| CATÉGORIES D'INFRACTIONS | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013a | 2014p |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| TOTAL | 5 255 | 5 240 | 5 408 | 4 930 | 5 281 | 5 407 | 5 340 |
| Agressions sexuelles graves | 22 | 25 | 34 | 17 | 28 | 17 | 16 |
| Agressions sexuelles armées | 79 | 54 | 66 | 62 | 60 | 45 | 49 |
| Agressions sexuelles simples | 4 126 | 4 084 | 4 104 | 3 643 | 3 779 | 3 704 | 3 520 |
| Total des agressions sexuelles | 4 227 | 4 163 | 4 204 | 3 722 | 3 867 | 3 766 | 3 585 |
| Autres infractions d'ordre sexuel ¹ | 1 028 | 1 077 | 1 204 | 1 208 | 1 414 | 1 641 | 1 755 |

Données 2015 non disponibles. Le traitement des données 2015 sera effectué en avril 2016.

a : données actualisées

p : données provisoires

¹ Les autres infractions d'ordre sexuel regroupent les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'inceste, les relations sexuelles anales non consentantes ou entre personnes de moins de 18 ans, la bestialité et, depuis 2008, la corruption d'enfant, le lurre d'un enfant au moyen d'un ordinateur et le voyeurisme.

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

Pour plus d'information concernant les infractions sexuelles 2013, se référer à la publication annuelle disponible à l'adresse: <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/infractions-sexuelles/2013.html>

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur (2015-2016).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 26 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2006 * :

a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;

b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ;

c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation :

INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT

| TYPE DE CLASSEMENT | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013a | 2014p |
|----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| TOTAL | 5 255 | 5 240 | 5 408 | 4 930 | 5 281 | 5 407 | 5 340 |
| Classées par mise en accusation | 1 809 | 1 613 | 1 607 | 1 614 | 1 779 | 2 031 | 1 581 |
| Classées sans mise en accusation | 1 592 | 1 592 | 1 495 | 1 582 | 1 566 | 1 655 | 1 036 |
| <i>Infractions classées</i> | <i>3 401</i> | <i>3 205</i> | <i>3 102</i> | <i>3 196</i> | <i>3 345</i> | <i>3 686</i> | <i>2 617</i> |
| Infractions non classées | 1 854 | 2 035 | 2 306 | 1 734 | 1 936 | 1 721 | 2 723 |

| TYPE DE CLASSEMENT | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013a | 2014p |
|----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| TOTAL | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| Classées par mise en accusation | 34,4% | 30,8% | 29,7% | 32,7% | 33,7% | 37,6% | 29,6% |
| Classées sans mise en accusation | 30,3% | 30,4% | 27,6% | 32,1% | 29,7% | 30,6% | 19,4% |
| <i>Infractions classées</i> | <i>64,7%</i> | <i>61,2%</i> | <i>57,4%</i> | <i>64,8%</i> | <i>63,3%</i> | <i>68,2%</i> | <i>49,0%</i> |
| Infractions non classées | 35,3% | 38,8% | 42,6% | 35,2% | 36,7% | 31,8% | 51,0% |

Données 2015 non disponibles. Le traitement des données 2015 sera effectué en avril 2016.

a : données actualisées

p : données provisoires

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

c) nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles :

Les données Programme DUC 2 ne permettent pas de fournir ces données. Cette question relève du ministère de la Justice du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 27 : Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir :
a) description des actions posées, pour chaque phase ;
b) les coûts engendrés, pour chaque phase ;
c) le nombre d' appels et de dénonciations reçus sur la ligne d'aide téléphonique sans frais.

Le plan d'action gouvernemental en matière d'agression sexuelle prévoit la réalisation d'une campagne gouvernementale de sensibilisation aux agressions à caractère sexuel. Cette mesure est sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine. Par conséquent, cet organisme détient tous les détails quant à la réalisation de cette campagne et quant aux données qui concernent la ligne téléphonique d'aide mise sur pied à cet effet.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 31 : Pour chaque année, depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendants du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

Le ministère ne dispose pas des systèmes d'information lui permettant de répondre à cette question.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 34 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile.

AUCUNE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 35 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la corruption et la collusion.

AUCUNE

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 35 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la corruption et la collusion.

Recommandations du Commissaire à la lutte contre la corruption concernant l'octroi et la gestion des contrats publics en informatique, rapport paru en juin 2015, à la demande du Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 37 : État d'avancement de la mise sur pied du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) institué par le projet de loi n°12 en mai 2013.

Un premier règlement, sur la procédure de sélection et sur la formation des enquêteurs du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI), a été édicté et est entré en vigueur le 17 juillet 2014.

Un second projet de règlement, sur le déroulement des enquêtes dont est chargé le BEI, a été publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 15 juillet 2015. Comme le prévoit le processus réglementaire en vigueur, toute personne ou organisation intéressée pouvait transmettre ses commentaires durant un délai de 45 jours, la période de réception des commentaires se terminant le 31 août 2015. Le règlement sur le déroulement des enquêtes a été commenté par diverses organisations et est actuellement sous étude au ministère de la Sécurité publique (MSP) avant son édicition finale.

La directrice du BEI, M^e Madeleine Giauque, est entrée en fonction le 12 janvier 2015. Le recrutement de l'ensemble du personnel administratif est quasiment complété. L'équipe d'enquête, composée de deux superviseurs aux enquêtes et de 16 enquêteurs, est quant à elle complétée. Les quatre derniers enquêteurs ont été nommés par décret le 10 février 2016.

L'entente entre le BEI et l'École nationale de police du Québec (ENPQ) sur la formation des enquêteurs a été signée le 10 mars 2015 et la formation a été développée au cours des mois suivants. La formation initiale des enquêteurs a débuté le 11 janvier 2016 et devrait se terminer vers la fin avril 2016.

Le BEI a pris possession de ses nouveaux locaux à Longueuil le 28 novembre 2015.

Dès l'adoption du Règlement sur le déroulement des enquêtes dont est chargé le Bureau des enquêtes indépendantes, des ententes seront finalisées avec les trois principaux services de police qui auront à assurer le soutien au BEI.

Une rencontre de sensibilisation et d'information avec les directeurs de police autochtone aura lieu le 7 juin prochain.

Finalement, une politique média visant à informer le public a été préparée par le BEI.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 40 : Dépenses autorisées en 2014-2015 et 2015-2016 en lien avec le registre des armes à feu. Fournir également toute évaluation réalisée par le ministère concernant les coûts d'un registre.

Des ressources internes du ministère ont travaillé sur ce dossier.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 42 : Le nombre d'effectifs (ETC) attitré à la gestion du Fonds vert au sein du Ministère en 2015-2016, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.

La gestion du Fonds vert est une responsabilité du MDDELCC. Cependant, le MSP a sous sa responsabilité sept sous-actions dont les projets visent uniquement l'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020). Le nombre d'effectifs attitré à ces sous-actions se ventile ainsi :

- 1,50 ETC : agent de recherche et de planification socio-économique
- 0,25 ETC : agent de secrétariat
- 0,25 ETC : gestionnaire cadre

Total des ETC : 2
Masse salariale : 153 211 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 43 : Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par le Ministère par l'entremise du Fonds vert en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, ventilés par programmes inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.

Le MSP ne gère pas de programme associé au Fonds vert. Par contre, sept sous-actions visant un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) sont sous la responsabilité du MSP. Il est à noter que ces sous-actions sont mises en oeuvre depuis 2014-2015.

Pour les sept sous-actions du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP, un montant de 1 214 300 \$ (provenant du Fonds vert) a été déboursé pour l'année financière 2014-2015 et un montant de 3 528 417 \$ (provenant du Fonds vert) a été déboursé pour l'année financière 2015-2016.

Le tableau de la question 44 du 2^E groupe de l'opposition détaille les sommes octroyées pour ces sous-actions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 44 : La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert, en 2014-2015 et 2015-2016 avec mention :

- a) de la description du projet ;**
- b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire;**
- c) du programme concerné, le cas échéant ;**
- d) du montant déboursé ;**
- e) de la date du déboursement ;**
- f) de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES.**

Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.

Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES.

Dans le cadre du PACC 2013-2020, les sous-actions sous la responsabilité du MSP visent un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques. Dans ce contexte, la sous-question f) est sans objet.

Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives :

Une entente administrative conclue entre le MDDELCC et le MSP en vue d'édicter les règles de gestion des 7 sous-actions du PACC 2013-2020, sous la responsabilité du MSP, a été signée le 27 mars 2015. Le fonctionnement pour l'approbation des projets sous la responsabilité du MSP est le suivant : tous les projets et protocoles d'entente sont soumis au MDDELCC pour approbation et validation de leur adéquation avec la mesure du PACC correspondante. En ce qui concerne les sous-actions en lien avec la prévention des risques naturels (3.2, 6.2.3 et 6.2.4 du PACC 2013-2020), afin de s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels, le MSP coordonne le Comité directeur en prévention des sinistres relevant de l'Organisation de sécurité civile du Québec. Ce Comité directeur est composé aussi du MAMOT, du MDDELCC, du MERN et du MTMDDET. Le Comité directeur approuve et fait le suivi des projets. Les critères de sélection pour ces sous-actions sont les mêmes que pour les projets financés par le Cadre de prévention des sinistres. Pour les sous-actions 2.3 et 3.3 les projets sont en développement. Ils ne sont pas rendus à l'étape d'approbation. Enfin, la gestion des sous-actions 1.2.2 et 3.1 est réalisée par le MSP en collaboration avec le MDDELCC.

Liste des projets sous la responsabilité du Ministère de la Sécurité publique ayant bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fond vert

| ACTION DU PACC 2013-2020 (c) | Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c) | Description du projet (a) | Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b) | Montant déboursé 2014-2015 (d) | Montant déboursé 2015-2016 (d) | Date du déboursement / Remarque (e) |
|--|--|---|---|--------------------------------|--------------------------------|---|
| 1 Induire un aménagement durable du territoire dans une perspective de lutte aux changements climatiques | 1.2.2 Intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification en sécurité civile | | | | | |
| | | Guide visant l'intégration des enjeux et des risques associés aux changements climatiques dans la planification de la sécurité civile et la gestion courantes des activités des municipalités | Développement à l'interne du MSP | \$ - | \$ 5 344,48 | Salaire |
| TOTAL SOUS-ACTION 1.2.2 | | | | \$ - | \$ 5 344,48 | |
| 2 Soutenir les municipalités et les collectivités dans leurs initiatives de réduction de GES, d'adaptation aux changements climatiques et d'aménagement durable du | 2.3 Soutien à l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques à la planification municipale | | | \$ - | \$ - | Sous-action conjointe avec le MAMOT en développement. |
| TOTAL SOUS-ACTION 2.3 | | | | \$ - | \$ - | |
| 3 Favoriser une gestion des risques qui minimise la vulnérabilité des collectivités | 3.1 Système de surveillance, de prévision, de suivi et d'alerte relatif aux aléas pouvant s'accroître sous l'effet des changements climatiques | | | | | |
| | | Intégration et transfert de données événementielles | Développement à l'interne du MSP | \$ - | \$ 4 717,89 | Salaire |
| | | Développement et amélioration des outils existants en matière de suivi, d'alerte et de diffusion d'information relative à la sécurité civile auprès d'utilisateurs et de partenaires. | Dendrotik, Geneq, Tetrattech | \$ - | \$ 19 522,69 | Année financière 2015-2016. |
| TOTAL SOUS-ACTION 3.1 | | | | \$ - | \$ 24 240,58 | |
| | 3.2 Soutien aux municipalités pour la réalisation de projets de prévention de sinistres | | | | | |
| | | Travaux de stabilisation de talus dans le secteur des rues du Pinot et Saint-Émilien | Ville de Gatineau | \$ 1 000 000,00 | \$ - | Année financière 2014-2015. |
| | | Travaux de stabilisation de talus dans le secteur à proximité de la rue du Canal et du chemin de la Pulperie | Ville de Saguenay | \$ - | \$ 400 000,00 | Année financière 2015-2016. |
| | | Travaux de stabilisation de talus le long des berges du ruisseau Bellevue-Lavergne dans le secteur Amont-Nord | Ville de Shaw inigan | \$ - | \$ 1 900 000,00 | Année financière 2015-2016. |
| | | Travaux de protection des berges contre l'érosion côtière dans le secteur de la rue Place McCormick | Ville de Port-Cartier | \$ - | \$ 200 000,00 | Année financière 2015-2016. |
| TOTAL SOUS-ACTION 3.2 | | | | \$ 1 000 000,00 | \$ 2 500 000,00 | |

QUESTION 44 :

| | | | | | | |
|--|--|---|---------------------------------|-----------------|-----------------|---|
| | 3.3 Accroissement de la résilience des systèmes et infrastructures essentiels face aux changements climatiques | | | \$ - | \$ - | En développement. |
| TOTAL SOUS-ACTION 3.3 | | | | \$ - | \$ - | |
| 6 Soutenir la recherche en adaptation | 6.2.3 Appréciation des risques liés aux changements climatiques | | | | | |
| | | Corrélation entre la résistivité électrique des sols argileux et certaines propriétés géotechniques | Université Laval et MTMDDET | \$ - | \$ 78 165,00 | Année financière 2015-2016 (50 575 \$ à UL; 27 590 \$ au MTMDDET). |
| | | Analyse et modélisation de la propagation des débris des coulées argileuses non confinées | Université Laval | \$ - | \$ 38 481,00 | Année financière 2015-2016. |
| | | Synthèse des connaissances sur les étalements dans les argiles sensibles de la mer de Champlain | Université Laval | \$ - | \$ 43 180,00 | Année financière 2015-2016. |
| | | Instrumentation pour le suivi de pentes dans les argiles sensibles | Université Laval et MTMDDET | \$ - | \$ 240 174,00 | Année financière 2015-2016 (22 860 \$ à UL; 217 314 \$ au MTMDDET). |
| TOTAL SOUS-ACTION 6.2.3 | | | | \$ - | \$ 400 000,00 | |
| | 6.2.4 - Projets de recherche sur les risques liés aux changements climatiques | | | | | |
| | | Programme de mesure et de modélisation de la morphodynamique de l'érosion et de la submersion côtières dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent (MoDESCO) | Université du Québec à Rimouski | \$ 214 300,00 | \$ 243 332,00 | Années financières 2014-2015 et 2015-2016. |
| | | Développement d'une approche hydrogéomorphologique (HGM) | Université du Québec à Rimouski | \$ - | \$ 115 500,00 | Année financière 2015-2016. |
| | | Détermination des marges de sécurité des zones exposées à l'érosion côtière pour les MRC de la Haute-Gaspésie, de la Côte-de-Gaspé et du Rocher-Percé et d'un secteur de la MRC d'Avignon | Université du Québec à Rimouski | \$ - | \$ 150 000,00 | Année financière 2015-2016. |
| | | Développement d'un indice de vulnérabilité des communautés riveraines de cours d'eau face aux inondations | Université de Montréal | \$ - | \$ 40 000,00 | Année financière 2015-2016. |
| | | Portrait de risque des aléas nordiques | Université Laval | \$ - | \$ 50 000,00 | Année financière 2015-2016. |
| TOTAL SOUS-ACTION 6.2.4 | | | | \$ 214 300,00 | \$ 598 832,00 | |
| GRAND TOTAL POUR LES SEPT SOUS-ACTIONS SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MSP | | | | \$ 1 214 300,00 | \$ 3 528 417,06 | |
| | | | | | | |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 45 : Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2015-2016 :

- a) Le cadre de gestion utilisé;**
- b) La grille d'évaluation des projets;**
- c) Les objectifs poursuivis.**

a) et b) La gestion du Fonds vert est une responsabilité du MDDELCC. Par contre, pour les sous-actions en adaptation aux changements climatiques du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP, le fonctionnement est le suivant : tous les projets et protocoles d'entente sont soumis au MDDELCC pour approbation et validation de leur adéquation avec la mesure du PACC correspondante. De plus, afin de s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels, le MSP coordonne le Comité directeur en prévention des sinistres relevant de l'Organisation de sécurité civile du Québec. Ce Comité directeur est composé aussi du MAMOT, du MDDELCC, du MERN et du MTMDET. Le Comité directeur approuve et fait le suivi des projets en lien avec les sous-actions 3.2, 6.2.3 et 6.2.4 du PACC 2013-2020. Les critères de sélection pour ces sous-actions sont les mêmes que pour les projets financés par le Cadre de prévention des sinistres. Pour les sous-actions 2.3 et 3.3 les projets sont en développement. Ils ne sont pas rendus à l'étape d'approbation. Enfin, la gestion des sous-actions 1.2.2 et 3.1 est réalisée par le MSP en collaboration avec le MDDELCC.

c) Dans le cadre du PACC 2013-2020, les sous-actions sous la responsabilité du MSP visent un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques. Le libellé des actions, des sous-actions et des projets décrit les objectifs spécifiques poursuivis (voir le tableau à la question 44 du 2^E groupe de l'opposition).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

| | |
|----------------------|--|
| QUESTION 74 : | Concernant l'investissement de 6,1 M\$ annoncé le 4 novembre 2015 sur les mesures en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes autochtones, fournir les informations suivantes : a) l'enveloppe totale fournie par le MSP sur ce montant; b) la liste des programmes à partir desquels ces sommes ont été dépensées avec le montant pour lequel chacun est responsable; c) les projets auxquels cette enveloppe est assignée; d) l'échéance fixée pour chaque projet; e) l'état d'avancement des travaux pour chaque projet; f) les résultats détaillés pour chaque projet, s'il y a lieu. |
| a) | L'investissement de 6,1 M\$ annoncé le 4 novembre 2015 n'inclut pas les mesures sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique (MSP) et de la Sûreté du Québec (SQ). Pour plus de détails sur l'investissement de 6,1 M\$, veuillez vous référer à l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif. |
| b) | Non applicable |
| c) | Non applicable |
| d) e) et f) | Bien que l'investissement n'inclut pas les mesures du MSP et de la SQ, voici un suivi des mesures sous leur responsabilité respective : ENQUÊTE DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (SPVM) ET OBSERVATRICE Les enquêtes criminelles confiées au SPVM se poursuivent et les dossiers sont systématiquement transmis, lorsque complétés, au Directeur des poursuites criminelles et pénales. En parallèle, l'observatrice indépendante nommée par le gouvernement poursuit ses activités et déposera au sous-ministre, conformément à son mandat, et lorsque l'ensemble des enquêtes sera complété, un rapport quant à l'impartialité et à l'intégrité de ces dernières. PLATEFORME SUR LA QUALITÉ DES RELATIONS ENTRE LES CORPS DE POLICE ET LES AUTOCHTONES Le 23 novembre 2015 a eu lieu une première rencontre dans le cadre de la Table de concertation entre les représentants des chefs autochtones. Cette rencontre a permis de proposer les objectifs, le mandat et la structure de fonctionnement de la Table de concertation. Les suites à cette rencontre, notamment la forme que prendront les travaux, font l'objet de discussions entre le gouvernement et l'Association des Premières Nations du Québec et du Labrador. INITIATIVES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC Veuillez vous référer au cahier de la Sûreté du Québec pour le détail. |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du terntoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2014)

NOMBRE DE POLICIERS POUR LA SURVEILLANCE : 6 210 Informations disponibles dans les tableaux aux pages suivantes

DESSERTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX

| Niveau de service | Type de desserte | Corps de police | MRC | Municipalité desservie | Population (décret 1060-2014) |
|-------------------|------------------|--------------------------|--------------------|----------------------------|-------------------------------|
| 1 | unique | Bromont | Brome-Missisquoi | Bromont | 8 714 |
| | unique | Granby | La Haute-Yamaska | Granby | 66 535 |
| | multiple | Memphrémagog (régie) | Memphrémagog | Austin | 1 513 |
| | | | | Magog | 26 560 |
| | | | | Orford | 3 949 |
| | | | | Sainte-Catherine-de-Hatley | 2 523 |
| | multiple | Mont-Tremblant | Les Laurentides | Lac-Tremblant-Nord | 51 |
| | | | Les Laurentides | Mont-Tremblant | 9 620 |
| | unique | Sainte-Marie | La Nouvelle-Beauce | Sainte-Marie | 13 585 |
| | unique | Saint-Jean-sur-Richelieu | Le Haut-Richelieu | Saint-Jean-sur-Richelieu | 94 860 |
| | unique | Saint-Jérôme | La Rivière-du-Nord | Saint-Jérôme | 73 086 |
| | unique | Thetford Mines | Les Appalaches | Thetford Mines | 25 621 |

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du terntoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

| Niveau de service | Type de desserte | Corps de police | MRC | Municipalité desservie | Population (décret 1060-2014) |
|-------------------|------------------|---------------------------------|--|--------------------------|-------------------------------|
| 2 | unique | Blainville | Thérèse-De Blainville | Blainville | 56 177 |
| | multiple | Châteauguay | Beauharnois-Salaberry Roussillon | Beauharnois | 12 595 |
| | | | | Châteauguay | 47 781 |
| | | | | Léry | 2 373 |
| | | | | Mercier | 12 687 |
| | | | | Saint-Isidore | 2 649 |
| | multiple | L'Assomption | L'Assomption | L'Assomption | 21 632 |
| | | | | Saint-Sulpice | 3 454 |
| | unique | Lévis | Hors MRC - Lévis | Lévis | 142 894 |
| | unique | Mascouche | Les Moulins | Mascouche | 46 346 |
| | multiple | Mirabel | Hors MRC - Mirabel La Rivière-du-Nord | Mirabel | 47 759 |
| | | | | Saint-Colomban | 15 003 |
| | multiple | MRC des Collines-de-l'Outaouais | Les Collines-de-l'Outaouais | Cantley | 10 752 |
| | | | | Chelsea | 7 129 |
| | | | | La Pêche | 7 976 |
| | | | | L'Ange-Gardien | 5 470 |
| | | | | Notre-Dame-de-la-Salette | 735 |
| | | | | Pontiac | 5 946 |
| | | | | Val-des-Monts | 11 451 |
| | multiple | Lac des Deux-Montagnes (régie) | Deux-Montagnes | Deux-Montagnes | 17 873 |
| | | | | Pointe-Calumet | 6 601 |
| | | | | Sainte-Marthe-sur-le-Lac | 17 545 |
| | | | | Saint-Joseph-du-Lac | 6 595 |

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du terntoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

| Niveau de service | Type de desserte | Corps de police | MRC | Municipalité desservie | Population (décret 1060-2014) |
|---------------------|------------------|-----------------------------------|------------------------|-----------------------------|-------------------------------|
| 2 (suite) | multiple | Région de Roussillon (régie) | Roussillon | Candiac | 20 849 |
| | | | | Delson | 7 657 |
| | | | | La Prairie | 24 336 |
| | | | | Saint-Constant | 26 577 |
| | | | | Sainte-Catherine | 17 185 |
| | | | | Saint-Mathieu | 1 942 |
| | | | | Saint-Philippe | 5 978 |
| | multiple | Repentigny | L'Assomption | Charlemagne | 6 016 |
| | | | | Repentigny | 84 258 |
| | multiple | Richelieu - Saint-Laurent (régie) | La Vallée-du-Richelieu | Beloeil | 21 921 |
| | | | | Carignan | 8 649 |
| | | | | Chambly | 27 985 |
| | | | | McMasterville | 5 657 |
| | | | | Mont-Saint-Hilaire | 18 877 |
| | | | | Otterburn Park | 8 485 |
| | | | | Saint-Basile-le-Grand | 17 032 |
| | | | | Saint-Jean-Baptiste | 3 232 |
| | | | | Saint-Mathieu-de-Beloeil | 2 681 |
| | | | | Calixa-Lavallée | 496 |
| | | | | Contrecoeur | 7 234 |
| | | | | Saint-Amable | 12 078 |
| | | | | Sainte-Julie | 30 270 |
| | | | | Varennes | 21 466 |
| | | | | Verchères | 5 832 |
| | | | Rouville | Richelieu | 5 469 |
| | | | | Saint-Mathias-sur-Richelieu | 4 676 |

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du terntoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

| Niveau de service | Type de desserte | Corps de police | MRC | Municipalité desservie | Population (décret 1060-2014) |
|----------------------------|------------------|-------------------------------|---------------------------|-----------------------------|-------------------------------|
| 2 <i>(suite)</i> | multiple | Saguenay | Le Fjord-du-Saguenay | Larouche | 1 361 |
| | | | Hors MRC - Saguenay | Saguenay | 146 308 |
| | unique | Saint-Eustache | Deux-Montagnes | Saint-Eustache | 44 758 |
| | unique | Sherbrooke | Hors MRC - Sherbrooke | Sherbrooke | 162 163 |
| | multiple | Terrebonne | Thérèse-De Blainville | Bois-des-Filion | 9 698 |
| | | | Les Moulins | Sainte-Anne-des-Plaines | 15 051 |
| | multiple | Thérèse-de-Blainville (régie) | Thérèse-De Blainville | Terrebonne | 111 145 |
| | | | | Boisbriand | 27 237 |
| | | | | Lorraine | 9 433 |
| | | | | Rosemère | 14 344 |
| | | | | Sainte-Thérèse | 26 584 |
| | unique | Trois-Rivières | Hors MRC - Trois-Rivières | Trois-Rivières | 134 802 |
| 3 | unique | Gatineau | Hors MRC - Gatineau | Gatineau | 276 577 |
| | unique | Laval | Hors MRC - Laval | Laval | 421 469 |
| | multiple | Longueuil | Hors MRC - Longueuil | Boucherville | 41 466 |
| | | | | Brossard | 84 813 |
| | | | | Longueuil | 240 954 |
| | | | | Saint-Bruno-de-Montarville | 26 851 |
| 4 | multiple | Québec | Hors MRC - Québec | Saint-Lambert | 21 894 |
| | | | | L'Ancienne-Lorette | 16 930 |
| | | | | Québec | 536 100 |
| | | | | Notre-Dame-des-Anges | 367 |
| | | | | Saint-Augustin-de-Desmaures | 18 982 |

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du terntoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

| Niveau de service | Type de desserte | Corps de police | MRC | Municipalité desservie | Population (décret 1060-2014) |
|-------------------|------------------|-----------------|---------------------|-------------------------|-------------------------------|
| 5 | multiple | Montréal | Hors MRC - Montréal | Baie-D'Urfé | 3 873 |
| | | | | Beaconsfield | 19 847 |
| | | | | Côte-Saint-Luc | 33 392 |
| | | | | Dollard-des-Ormeaux | 50 700 |
| | | | | Dorval | 19 170 |
| | | | | Hampstead | 7 283 |
| | | | | Kirkland | 21 432 |
| | | | | L'Île-Dorval | 6 |
| | | | | Montréal | 1 731 245 |
| | | | | Montréal-Est | 3 875 |
| | | | | Montréal-Ouest | 5 236 |
| | | | | Mont-Royal | 20 612 |
| | | | | Pointe-Claire | 31 393 |
| | | | | Sainte-Anne-de-Bellevue | 5 005 |
| | | | | Senneville | 920 |
| | | | | Westmount | 20 419 |

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

| | |
|--|------------------|
| Population totale desservie: | 5 596 573 |
| Nombre de municipalités desservies: | 100 |
| Nombre de CPM: | 30 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2014)

A - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE UNIQUE

| Corps de police | Population du décret 1060-2014 | Niveau de service | Nombre de policiers permanents (surveillance)¹ |
|--------------------------|---|--------------------------|--|
| Blainville | 56 177 | 2 | 53 |
| Bromont | 8 714 | 1 | 15 |
| Gatineau | 276 577 | 3 | 265 |
| Granby | 66 535 | 1 | 57 |
| Laval | 421 469 | 3 | 372 |
| Lévis | 142 894 | 2 | 113 |
| Mascouche | 46 346 | 2 | 48 |
| Sainte-Marie | 13 585 | 1 | 10 |
| Saint-Eustache | 44 758 | 2 | 31 |
| Saint-Jean-sur-Richelieu | 94 860 | 1 | 82 |
| Saint-Jérôme | 73 086 | 1 | 82 |
| Sherbrooke | 162 163 | 2 | 160 |
| Thetford Mines | 25 621 | 1 | 24 |
| Trois-Rivières | 134 802 | 2 | 120 |

| | | |
|---|------------------|--------------|
| Population totale : | 1 567 587 | |
| Nombre de policiers permanents (surveillance): | | 1 432 |
| Nombre de CPM : | 14 | |

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

¹ *Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.*

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu’ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d’effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2014)

B - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE MULTIPLE

| Corps de police | Population du décret 1293-2013 | Niveau de service | Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹ | Municipalités desservies | Population du décret 1060-2014 |
|-------------------------|-----------------------------------|-------------------|---|----------------------------|-----------------------------------|
| Châteauguay | 78 085 | 2 | 68 | Beauharnois | 12 595 |
| | | | | Châteauguay | 47 781 |
| | | | | Léry | 2 373 |
| | | | | Mercier | 12 687 |
| | | | | Saint-Isidore (paroisse) | 2 649 |
| L'Assomption | 25 086 | 2 | 24 | L'Assomption | 21 632 |
| | | | | Saint-Sulpice | 3 454 |
| Longueuil | 415 978 | 3 | 361 | Boucherville | 41 466 |
| | | | | Brossard | 84 813 |
| | | | | Longueuil | 240 954 |
| | | | | Saint-Bruno-de-Montarville | 26 851 |
| | | | | Saint-Lambert (ville) | 21 894 |
| Memphrémagog (régie) | 34 545 | 1 | 32 | Austin | 1 513 |
| | | | | Magog | 26 560 |
| | | | | Orford | 3 949 |
| | | | | Sainte-Catherine de Hatley | 2 523 |

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu’ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d’effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

| Services de police | Population du décret 1060-2014 | Niveau de service | Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹ | Municipalités desservies | Population du décret 1060-2014 |
|--------------------|-----------------------------------|-------------------|---|--------------------------|-----------------------------------|
| Mirabel | 62 762 | 2 | 36 | Mirabel | 47 759 |
| | | | | Saint-Colomban | 15 003 |
| Montréal | 1 974 408 | 5 | 2 998 | Baie D'Urfé | 3 873 |
| | | | | Beaconsfield | 19 847 |
| | | | | Côte-Saint-Luc | 33 392 |
| | | | | Dollard-des-Ormeaux | 50 700 |
| | | | | Dorval | 19 170 |
| | | | | Hampstead | 7 283 |
| | | | | Kirkland | 21 432 |
| | | | | L'Île-Dorval | 6 |
| | | | | Montréal | 1 731 245 |
| | | | | Montréal-Est | 3 875 |
| | | | | Montréal-Ouest | 5 236 |
| | | | | Mont-Royal | 20 612 |
| | | | | Pointe-Claire | 31 393 |
| | | | | Sainte-Anne-de-Bellevue | 5 005 |
| | | | | Senneville | 920 |
| | | | | Westmount | 20 419 |
| Mont-Tremblant | 9 671 | 1 | 28 | Lac-Tremblant-Nord | 51 |
| | | | | Mont-Tremblant | 9 620 |

Il s'agit des données de 2013 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2014 seront traitées à partir de mai 2015.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu’ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d’effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

| Services de police | Population du décret 1060-2014 | Niveau de service | Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹ | Municipalités desservies | Population du décret 1060-2014 |
|------------------------------------|-----------------------------------|-------------------|---|--------------------------|-----------------------------------|
| MRC Les Colline-de- l'Outaouais | 49 459 | 2 | 38 | Cantley | 10 752 |
| | | | | Chealsea | 7 129 |
| | | | | L'Ange-Gardien (82005) | 5 470 |
| | | | | La Pêche | 7 976 |
| | | | | Notre-Dame-de-la-Salette | 735 |
| | | | | Pontiac | 5 946 |
| | | | | Val-des-Monts | 11 451 |
| Québec | 572 379 | 4 | 489 | L'Ancienne-Lorette | 16 930 |
| | | | | Notre-Dame-des-Anges | 367 |
| | | | | Québec | 536 100 |
| | | | | Saint-Augustin-Desmaures | 18 982 |
| Lac des Deux- Montagnes (régie) | 48 614 | 2 | 38 | Deux-Montagnes | 17 873 |
| | | | | Pointe-Calumet | 6 601 |
| | | | | Sainte-Marthe-sur-le-Lac | 17 545 |
| | | | | Saint-Joseph-du-Lac | 6 595 |
| Roussillon (régie) | 104 524 | 2 | 81 | Candiac | 20 849 |
| | | | | Delson | 7 657 |
| | | | | La Prairie | 24 336 |
| | | | | Saint-Constant | 26 577 |
| | | | | Sainte-Catherine | 17 185 |
| | | | | Saint-Mathieu | 1 942 |
| | | | | Saint-Philippe | 5 978 |

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

| Services de police | Population du décret 1060-2014 | Niveau de service | Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹ | Municipalités desservies | Population du décret 1060-2014 |
|-----------------------------------|-----------------------------------|-------------------|---|-----------------------------|-----------------------------------|
| Repentigny | 90 274 | 2 | 96 | Charlemagne | 6 016 |
| | | | | Repentigny | 84 258 |
| Richelieu / Saint-Laurent (régie) | 202 040 | 2 | 163 | Beloeil | 21 921 |
| | | | | Calixa-Lavallée | 496 |
| | | | | Carignan | 8 649 |
| | | | | Chambly | 27 985 |
| | | | | Contrecoeur | 7 234 |
| | | | | McMasterville | 5 657 |
| | | | | Mont-Saint-Hilaire | 18 877 |
| | | | | Otterburn Park | 8 485 |
| | | | | Richelieu | 5 469 |
| | | | | Saint-Amable | 12 078 |
| | | | | Saint-Basile-le-Grand | 17 032 |
| | | | | Sainte-Julie | 30 270 |
| | | | | Saint-Jean-Baptiste | 3 232 |
| | | | | Saint-Mathias-sur-Richelieu | 4 676 |
| | | | | Saint-Mathieu-de-Beloeil | 2 681 |
| Saguenay | 147 669 | 2 | 131 | Varenes | 21 466 |
| | | | | Verchères | 5 832 |
| Saguenay | 147 669 | 2 | 131 | Larouche | 1 361 |
| | | | | Saguenay | 146 308 |
| Terrebonne | 135 894 | 2 | 114 | Bois-des-Filion | 9 698 |
| | | | | Sainte-Anne-des-Plaines | 15 051 |
| | | | | Terrebonne | 111 145 |

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 75 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

| Services de police | Population du décret 1060-2014 | Niveau de service | Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹ | Municipalités desservies | Population du décret 1060-2014 ¹ |
|----------------------------------|-----------------------------------|-------------------|---|--------------------------|--|
| Thérèse-De Blainville (régie) | 77 598 | 2 | 81 | Boisbriand | 27 237 |
| | | | | Lorraine | 9 433 |
| | | | | Rosemère | 14 344 |
| | | | | Sainte-Thérèse | 26 584 |

| | | | | |
|------------------------|-----------|--------------|-------------------------------------|------------------|
| Nombre de CPM : | 16 | 4 778 | Population totale : | 4 028 986 |
| | | | Nombre de municipalités dess | 86 |

Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 76 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2016¹, répartis par corps de police municipal.

| CORPS DE POLICE | AU 31 DÉCEMBRE 2014 | | | AU 31 DÉCEMBRE 2014 | | |
|---------------------------------|------------------------------|---------------------------|--|-------------------------------|----------------------------|---|
| | TOTAL POLICIERS AUTORISÉS | TOTAL CIVILS AUTORISÉS | TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS | TOTAL POLICIERS PERMANENTS | TOTAL CIVILS PERMANENTS | TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS |
| Blainville | 71 | 29 | 100 | 71 | 25 | 96 |
| Bromont | 20 | 4 | 24 | 20 | 4 | 24 |
| Châteauguay | 85 | 20 | 105 | 85 | 20 | 105 |
| Gatineau | 391 | 129 | 520 | 389 | 124 | 513 |
| Granby | 78 | 24 | 102 | 78 | 24 | 102 |
| L'Assomption | 32 | 5 | 37 | 32 | 5 | 37 |
| Laval | 576 | 163 | 739 | 571 | 146 | 717 |
| Lévis | 149 | 46 | 195 | 149 | 44 | 193 |
| Longueuil | 568 | 203 | 771 | 564 | 184 | 748 |
| Mascouche | 61 | 17 | 78 | 61 | 17 | 78 |
| Memphrémagog (régie) | 41 | 11 | 52 | 41 | 11 | 52 |
| Mirabel | 41 | 14 | 55 | 44 | 14 | 58 |
| Montréal | 4 869 | 1014 | 5 883 | 4 601 | 891 | 5 492 |
| Mont-Tremblant | 34 | 16 | 50 | 34 | 16 | 50 |
| MRC Les Collines-de-l'Outaouais | 54 | 13 | 67 | 54 | 13 | 67 |
| Québec | 722 | 183 | 905 | 715 | 170 | 885 |
| Lac des Deux-Montagnes (régie) | 49 | 11 | 60 | 49 | 11 | 60 |

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile

¹ Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 76 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2016¹, répartis par corps de police municipal.

| CORPS DE POLICE | AU 31 DÉCEMBRE 2014 | | | AU 31 DÉCEMBRE 2014 | | |
|-----------------------------------|------------------------------|---------------------------|--|-------------------------------|----------------------------|---|
| | TOTAL POLICIERS AUTORISÉS | TOTAL CIVILS AUTORISÉS | TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS | TOTAL POLICIERS PERMANENTS | TOTAL CIVILS PERMANENTS | TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS |
| Région de Roussillon (régie) | 115 | 34 | 149 | 115 | 33 | 148 |
| Repentigny | 122 | 27 | 149 | 122 | 27 | 149 |
| Richelieu - Saint-Laurent (régie) | 211 | 39 | 250 | 208 | 38 | 246 |
| Saguenay | 178 | 40 | 218 | 178 | 40 | 218 |
| Sainte-Marie | 14 | 3 | 17 | 14 | 3 | 17 |
| Saint-Eustache | 60 | 21 | 81 | 60 | 20 | 80 |
| Saint-Jean-sur-Richelieu | 108 | 28 | 136 | 108 | 28 | 136 |
| Saint-Jérôme | 110 | 25 | 135 | 110 | 25 | 135 |
| Sherbrooke | 206 | 54 | 260 | 206 | 54 | 260 |
| Terrebonne | 151 | 43 | 194 | 151 | 43 | 194 |
| Thérèse-De Blainville (régie) | 108 | 38 | 146 | 107 | 38 | 145 |
| Thetford Mines | 30 | 6 | 36 | 30 | 6 | 36 |
| Trois-Rivières | 160 | 48 | 208 | 160 | 48 | 208 |
| TOTAL - CPM | 9 414 | 2 308 | 11 722 | 9 127 | 2 122 | 11 249 |
| Sûreté du Québec | 5 745 | 2 006 | 7 751 | 5 768 | 1 781 | 7 549 |
| GRAND TOTAL | 15 159 | 4 314 | 19 473 | 14 895 | 3 903 | 18 798 |

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile

¹ Il s'agit des données de 2014 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2015 seront traitées à partir de mai 2016.

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 83 : La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2015¹.

Répartition des condamnations à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal et du dernier établissement - année 2015-2016²

| SOUS-CLASSE DU DÉLIT PRINCIPAL | AMO | BCO | BOR | CDF | CDQ | CHI | EDL | EDP | HAV | HUL | NEW | RDP | RIM | ROB | SEP | SHE | SJE | SOR | TAN | TRR |
|---|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Aliments et drogues | | 1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Armes à feu | 4 | 2 | 42 | | 18 | | 3 | 1 | | 5 | | 9 | 5 | 6 | 3 | 7 | 10 | 2 | 1 | 5 |
| Assurance-chômage | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 | | | |
| Autres délits au Code criminel | 65 | 9 | 491 | 43 | 209 | 37 | 53 | 1 | | 148 | 10 | 150 | 36 | 64 | 12 | 143 | 205 | 61 | 178 | 54 |
| Autres infractions aux lois québécoises | 4 | | 41 | | 8 | | 3 | | | 2 | | 5 | | | | 13 | 17 | 2 | 8 | 15 |
| Autres infractions aux règlements municipaux | 13 | 2 | 120 | 16 | 62 | 7 | 28 | | | 174 | | 7 | 2 | 23 | 23 | 63 | 73 | 16 | 65 | 9 |
| Autres infractions aux statuts fédéraux | | | | 1 | 2 | | | | | 1 | | | | | | 4 | | | 1 | 1 |
| Autres infractions contre la personne | 23 | 9 | 164 | 6 | 68 | 9 | 13 | 1 | | 35 | 8 | 34 | 26 | 27 | 10 | 33 | 45 | 14 | 21 | 22 |
| Autres infractions contre la propriété | | | 8 | 1 | 4 | 1 | 2 | | | | | 1 | | 3 | | 6 | 5 | 2 | 1 | |
| Chasse et pêche | 1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Complots, complicités, tentatives | 6 | 3 | 128 | 3 | 29 | | 14 | 1 | | 6 | 2 | 11 | 2 | 7 | | 18 | 21 | 5 | 19 | 28 |
| Conservation de la faune | 1 | | | | | | | | | 1 | | | | | | | | | | |
| Extorsions | 3 | | 7 | 1 | 9 | 1 | 2 | 1 | | 2 | 1 | 3 | 2 | 1 | | 2 | 5 | | 5 | |
| Fraudes, corruptions, escroqueries | 1 | | 17 | 1 | 7 | | 4 | | | 4 | 4 | 8 | 3 | 1 | 2 | 5 | 14 | | 14 | 2 |
| Homicides involontaires | | | 2 | | | | | | | 1 | | | | | | 1 | | | | |
| Immigration | | | 3 | | | | | | | | | 1 | | | | 1 | | 1 | 2 | |
| Infractions à la circulation routière (Code criminel) | 49 | 13 | 230 | 21 | 184 | 10 | 34 | | | 61 | 34 | 9 | 52 | 45 | 15 | 127 | 140 | 52 | 78 | 75 |
| Infractions contre l'État | 17 | 2 | 58 | 5 | 15 | 4 | 3 | | | 34 | 6 | 32 | 5 | 10 | 5 | 11 | 30 | 6 | 15 | 7 |
| Infractions municipales (Circulation) | | | 4 | | 1 | | | | | 1 | 1 | | | | | 4 | | 1 | 1 | |
| Infractions provinciales (Boisson et circulation) | 3 | 2 | 3 | | 3 | | 1 | | | 2 | | | 1 | 1 | | 2 | 1 | | | 1 |
| Infractions sexuelles | 9 | | 47 | | 16 | 3 | 10 | 12 | | 6 | 1 | 1 | 2 | 9 | 2 | 11 | 42 | 8 | 2 | 17 |
| Introductions par effraction | 36 | 15 | 221 | 5 | 107 | 10 | 37 | 1 | | 35 | 9 | 19 | 16 | 32 | 5 | 80 | 74 | 24 | 35 | 34 |
| Loi sur les Indiens | | | 15 | | | | | | | | | | | | | 1 | 2 | 1 | 1 | |
| Main-d'oeuvre | | | 4 | | 1 | | | | | 1 | | | 1 | 1 | | 4 | 2 | 2 | | |
| Méfaits, incendies, dommages | 15 | 2 | 102 | 11 | 41 | 3 | 8 | | | 27 | 10 | 17 | 22 | 7 | 4 | 9 | 15 | 4 | 28 | 20 |
| Omissions d'engagement, libertés illégales, évasions | 59 | 8 | 327 | 21 | 123 | 16 | 14 | | | 83 | 6 | 274 | 31 | 33 | 35 | 127 | 207 | 50 | 91 | 34 |
| Outrages | | | | | | | | | | | | 1 | | | | | 1 | | | |
| Paris, prostitutions, moeurs | 12 | 3 | 34 | | 12 | 3 | 4 | 15 | | 6 | 6 | 1 | 2 | 5 | 2 | 18 | 28 | 7 | 3 | 7 |
| Recels | | | 37 | | 6 | | 4 | | | 8 | 1 | 8 | 4 | | 1 | 13 | 15 | 3 | 8 | 2 |
| Stupéfiants | 38 | 17 | 606 | 38 | 279 | 13 | 73 | 1 | | 184 | 21 | 98 | 38 | 65 | 18 | 169 | 209 | 65 | 124 | 88 |
| Tentatives de meurtre | | | | | | | | | | | | | 1 | | | | | | | |
| Transport | 1 | | 1 | | | | 1 | | | 2 | | | | | | 1 | 4 | | | |
| Voies de fait | 88 | 9 | 394 | 17 | 178 | 9 | 57 | 2 | | 73 | 17 | 60 | 36 | 55 | 18 | 77 | 161 | 37 | 95 | 74 |
| Vols qualifiés | 1 | | 140 | 2 | 24 | | 20 | | | 11 | 3 | 14 | 1 | 2 | 1 | 11 | 30 | 3 | 13 | 13 |
| Vols simples | 10 | 7 | 334 | 21 | 92 | 10 | 43 | | | 94 | 8 | 78 | 11 | 21 | 10 | 56 | 166 | 30 | 118 | 93 |

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² Données compilées en date du 31 janvier 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 93 : Nombre d'agents de probation en fonction, ventilé selon le type d'activité ou de fonction et par région, pour les périodes 2010-2011¹, 2011-2012¹, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.

| RÉGIONS CORRECTIONNELLES | NOMBRE D'AGENTS DE PROBATION | | |
|---------------------------------------|------------------------------|------------------------|------------------------|
| | 2013-2014 ² | 2014-2015 ³ | 2015-2016 ⁴ |
| Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec | 14 | 16 | 14 |
| Bas-St-Laurent | 11 | 10 | 10 |
| Côte-Nord | 7 | 7 | 6 |
| Estrie | 18 | 16 | 18 |
| Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 7 | 6 | 7 |
| Laval-Lanaudière-Laurentides | 39 | 44 | 44 |
| Mauricie | 15 | 16 | 14 |
| Montérégie | 38 | 36 | 35 |
| Montréal | 72 | 70 | 67 |
| Outaouais | 20 | 18 | 17 |
| Québec-Chaudières-Appalaches | 48 | 48 | 50 |
| Saguenay-Lac-St-Jean | 12 | 11 | 13 |

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des Études des crédits antérieurs.

² Données en date du 31 mars 2014.

³ Données en date du 9 mars 2015.

⁴ Données en date du 18 février 2016.

⁵ Le nombre d'agent de probation correspond au nombre de personnes en affectation active à une date donnée. Les données antérieures ont été modifiées afin de refléter cette réalité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 100 A : Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

| Programmes et services offerts en 2015 | Amos | Baie-Comeau | Chicoutimi | Hull | Leclerc de Laval | Maison Tanguay | Montréal | New Carlisle | Percé | Québec | | Rimouski | Rivière-des-Prairies | Roberval | Saint-Jérôme | Sept-Îles | Sherbrooke | Sorel | Trois-Rivières |
|--|------|-------------|------------|------|------------------|----------------|----------|--------------|-------|--------|---|----------|----------------------|----------|--------------|-----------|------------|-------|----------------|
| | | | | | | | | | | F | H | | | | | | | | |
| Problématique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Violence | | | | | | | | √ | | √ | | | | | | √ | | | |
| - conjugale | | | | | | | √ | √ | | | | √ | | | √ | | | | |
| - générale | √ | √ | √ | √ | | √ | √ | √ | | | √ | | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Délinquance sexuelle | | | | √ | | | √ | √ | √ | | √ | | √ | | | √ | √ | | |
| Victimes d’abus sexuels | | | | | | | | √ | | √ | | | | | | | √ | | |
| Alcoolisme | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Toxicomanie | | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | | √ | √ | √ | √ | | √ | √ | √ | √ | √ |
| Dépendance affective | | √ | | √ | | √ | | √ | | | √ | | √ | | √ | | | | √ |
| Jeu compulsif | | | | | | √ | √ | √ | | | | | √ | | | √ | | | |
| Développement de soi | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Connaissance et estime de soi | | √ | | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | | √ | √ | | √ | √ |
| Résolution de problèmes | | √ | | √ | | √ | | √ | √ | | | √ | √ | | √ | | | √ | √ |
| Habiletés sociales et parentales | | √ | | √ | | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | | √ | | | √ | √ |
| Relations interpersonnelles | | √ | | √ | √ | | √ | √ | √ | | √ | √ | | | | | | √ | √ |
| Motivation | | | | | | √ | | √ | √ | | | √ | | | | | | | √ |
| Santé | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Physique * | √ | | | √ | √ | | √ | √ | | | | √ | √ | | √ | √ | √ | √ | √ |
| Mentale * | √ | | | √ | √ | √ | √ | √ | | √ | √ | √ | √ | | √ | | √ | √ | √ |
| ITSS | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | | √ |
| Loisir | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Activités socioculturelles | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Activités sportives | √ | √ | | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Arts | √ | | | √ | | √ | √ | √ | | √ | √ | | √ | √ | √ | | √ | √ | |

* Ces services relèvent des obligations légales ou administratives et répondent à des engagements du MSP. Un « √ » dans cette section indique donc un service additionnel au minimum requis.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 100 A : Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

| Programmes et services offerts en 2015 | Amos | Baie-Comeau | Chicoutimi | Hull | Leclerc de Laval | Maison Tanguay | Montréal | New Carlisle | Percé | Québec | | Rivière-des-prairies | Rimouski | Roberval | Saint-Jérôme | Sept-Îles | Sherbrooke | Sorel | Trois-Rivières |
|---|------|-------------|------------|------|------------------|----------------|----------|--------------|-------|--------|---|----------------------|----------|----------|--------------|-----------|------------|-------|----------------|
| | | | | | | | | | | F | H | | | | | | | | |
| Éducation (Commissions scolaires selon l'annexe A 2011-2012 ou formations hors entente) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Alphabétisation | √ | √ | √ | √ | | √ | √ | √ | | √ | √ | √ | | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Francisation | | | | √ | | √ | √ | √ | | | √ | √ | | | √ | | | | √ |
| Présecondaire | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | | √ | √ | √ | | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Secondaire et préparation au postsecondaire | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Intégration sociale | √ | | | √ | √ | √ | | √ | | √ | √ | √ | | | √ | | √ | √ | √ |
| Intégration socioprofessionnelle | √ | √ | | √ | √ | √ | √ | √ | √ | | √ | √ | | | √ | | | | √ |
| Autre formation | √ | | | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | | √ | | | √ | √ | | √ | √ |
| Employabilité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Service d'un CMO | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Formation préalable à l'emploi | | √ | | √ | √ | √ | √ | √ | | √ | √ | √ | √ | | √ | | √ | √ | |
| Postes de travail rémunérés | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Postes de travail non rémunérés | √ | | | √ | | √ | | | | | √ | | √ | | | | √ | √ | |
| Cantine | | | | √ | | √ | | | | | | √ | | | | | | | √ |
| Postes de stages | | | | √ | | | | √ | | | | | | | | | | | √ |
| Autres | √ | | | √ | | | √ | | | | √ | | | | √ | √ | | | √ |
| Divers | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Accueil | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Parcours | √ | √ | | | | √ | √ | √ | | √ | √ | √ | | | √ | √ | √ | | √ |
| Prévention du suicide | √ | √ | | √ | | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Programme préparatoire à la sortie | | √ | | √ | √ | √ | | √ | | | √ | √ | √ | | √ | | | √ | √ |
| Pastorale | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Autres | | √ | | √ | √ | √ | √ | | | √ | √ | | √ | √ | √ | √ | √ | √ | √ |
| Programmes pour clientèles spécifiques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autochtones et Inuits | √ | √ | | | | √ | | √ | | | | | | | √ | | | √ | |
| Femmes | | | | √ | | | | √ | | | | | | | | | | | |
| Gangs de rue | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indigente | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Itinérante | | | | | | √ | √ | | | | | | | | | | √ | √ | |
| Psychiatrie | | | | | | | | | | | | | √ | | | | | | |

Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe d'alcooliques anonymes, un département spécialisé ainsi que des ateliers offerts par une ressource de la communauté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 100 B : Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

Fonds de soutien à la réinsertion sociale (en \$)

| Programmes et services offerts en 2014 | Amos | Baie-Comeau | Chicoutimi ¹ | Hull | Maison Tanguay | Montréal ³ | Leclerc de Laval ² | New Carlisle | Percé | Québec | | Rimouski | Rivières-des-Prairies | Roberval | Saint-Jérôme | Sept-Îles | Sherbrooke | Sorel | Trois-Rivières |
|--|---------|-------------|-------------------------|---------|----------------|-----------------------|-------------------------------|--------------|--------|---------|---------|----------|-----------------------|----------|--------------|-----------|------------|--------|----------------|
| | | | | | | | | | | Femmes | Hommes | | | | | | | | |
| Excédent des revenus sur les dépenses avant la rémunération des personnes incarcérées et avant les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale - 2014 | 125 164 | 129 044 | 39 034 | 343 556 | 309 471 | 917 056 | 445 066 | 96 352 | 44 269 | 145 105 | 975 160 | 155 734 | 125 057 | 16 773 | 732 322 | 29 111 | 288 291 | 41 759 | 278 183 |
| Rémunération des personnes incarcérées | 34 268 | 35 302 | 22 600 | 129 664 | 199 978 | 519 035 | 25 717 | 46 072 | 5 688 | 32 114 | 436 502 | 58 395 | 11 485 | 14 827 | 345 072 | 7 388 | 137 636 | 22 136 | 97 405 |
| Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées et financées par le fonds | 84 701 | 54 315 | 33 225 | 161 562 | 62 716 | 715 194 | 30 688 | 44 761 | 25 677 | 40 005 | 378 586 | 55 979 | 192 082 | 30 604 | 341 976 | 5 902 | 148 420 | 48 159 | 123 317 |

¹ : Les opérations du Fonds de soutien à la réinsertion sociale de cet établissement se sont terminées à l'automne 2014.
² : Les opérations du Fonds de soutien à la réinsertion sociale de cet établissement ont débutées à l'automne 2014. Les revenus incluent les montants reçus en dons des autres fonds.
³ : Le montant indiqué comme excédent des revenus à l'Étude des crédits 2015-2016 était erroné. Le montant réel est 1 033 776 \$. Malgré cela, les revenus ont fortement diminué en raison de la perte d'un contrat de buanderie.

Les données proviennent des états financiers vérifiés de l'exercice 2014 des fonds des établissements de détention. Les données de l'exercice 2015 ne seront disponibles qu'à la fin du mois de juin 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 101 : Les rapports annuels (états financiers) du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale institué en vertu de la Loi sur les services correctionnels, pour les années 2004-2005 à 2015-2016. Justifier les différentes charges relatives à la gestion du Fonds (honoraires professionnels, déplacements, etc.).

Les rapports annuels publiés peuvent être consultés dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique, dans la rubrique Services correctionnels/Publications et statistiques sur les services correctionnels, à l'adresse suivante : <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/services-correctionnels/reinsertion-sociale/fonds-soutien-rs.html>.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 102 : Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2010-2011¹, 2011-2012¹, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.

| ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 ³ |
|-------------------------------|-----------|-----------|-----------|------------------------|
| Amos | 38 | 32 | 32 | 53 |
| Baie-Comeau | 102 | 104 | 82 | 61 |
| Chicoutimi | 76 | 120 | 130 | 84 |
| Hull | 304 | 321 | 301 | 280 |
| Leclerc de Laval ² | - | - | 28 | 133 |
| Montréal | 1 034 | 1 073 | 1 539 | 1 105 |
| New Carlisle | 103 | 105 | 106 | 80 |
| Percé | 21 | 7 | 27 | 36 |
| Québec (femmes) | 84 | 112 | 111 | 110 |
| Québec (hommes) | 717 | 697 | 649 | 573 |
| Rimouski | 157 | 144 | 144 | 107 |
| Rivière-des-Prairies | 32 | 24 | 54 | 56 |
| Roberval | 120 | 114 | 106 | 92 |
| Sept-Îles | 46 | 49 | 53 | 36 |
| Sherbrooke | 306 | 334 | 358 | 369 |
| Sorel | 85 | 63 | 80 | 79 |
| St-Jérôme | 156 | 241 | 245 | 309 |
| Tanguay | 224 | 174 | 241 | 247 |
| Trois-Rivières | 301 | 315 | 285 | 276 |

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des Études des crédits antérieurs.

² Ouverture de l'Établissement de détention Leclerc de Laval à la fin du mois d'octobre 2014.

³ Les données sont pour 10 mois (1^{er} avril au 31 janvier).

Note: Les sources des données proviennent des publications mensuelles intitulées « Portrait quant au respect des délais / évaluations du risque et des besoins » et « Portrait quant au respect des délais / évaluations sommaires ».

Le calcul est réalisé dans l'année de l'atteinte du sixième de la sentence et concerne le nombre d'évaluations des personnes sentenciées à une peine de moins de 6 mois et de 6 mois et plus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 103 :

Les résultats et rapports relatifs au projet-pilote mettant en œuvre de nouvelles modalités d'évaluation de la réinsertion sociale des détenus en janvier 2013¹, visant à permettre de diminuer le temps de production des évaluations et ainsi d'augmenter le nombre d'évaluations produites, tout en s'assurant de leur qualité.

Les efforts investis au cours des dernières années afin d’améliorer les taux de production des évaluations ont permis des progrès considérables, particulièrement quant au respect des délais requis.

Évolution du taux d’évaluations produites en détention pour les sentences de 6 mois et plus

| | | |
|-----------|------------------------|-----------|
| 2014-2015 | 2015-2016 ² | Variation |
| 95 % | 96 % | + 1 % |

Évolution du taux d’évaluations produites avant le 1/6 pour les sentences de 6 mois et plus

| | | |
|-----------|------------------------|-----------|
| 2014-2015 | 2015-2016 ² | Variation |
| 50 % | 74 % | + 24 % |

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous au cahier de l’Étude des crédits antérieur (2015-2016).

² Données des 11 premiers mois de l’année.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 104 : Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.

À la suite de diverses études concernant l'évaluation des personnes soumises à de courtes peines d'emprisonnement, une mise à jour des outils utilisés par les agents des services correctionnels pour évaluer les personnes contrevenantes a été réalisée. Ainsi, le *Profil de prise en charge* utilisé pour les peines de 30 jours et moins ainsi que l'*Évaluation sommaire* utilisée pour les personnes prévenues depuis plus de 21 jours ou purgeant une peine d'incarcération de plus de 30 jours ont été remodelés en fonction de la lecture d'évaluations produites en établissement de détention au cours de l'année 2013, ainsi qu'une consultation faite auprès d'agents des services correctionnels (ASC) attitrés à l'évaluation des personnes. Donc, à partir des formulaires d'évaluation existants, de nouveaux outils d'évaluation ont été élaborés pour les personnes condamnées à des peines de moins de six mois.

Le formulaire *Évaluation pour courtes sentences et détention provisoire* a été modelé à partir du formulaire d'*Évaluation sommaire* et le *Profil de prise en charge* a quant à lui, été bonifié à partir du formulaire existant. Ces changements ont été apportés dans le but de mieux cibler l'information requise à la prise en charge de la personne contrevenante, notamment au plan de l'encadrement et des besoins. Pour ajouter une composante actuarielle et permettre la détermination d'un niveau de risque de récidive, l'*Évaluation pour courtes sentences et détention provisoire* comportait également une grille de cotation s'appuyant sur le nouvel outil qui a été développé pour les sentences de six mois et plus, soit l'ORAC-PCQ.

Un projet pilote pour expérimenter ces nouveaux outils d'évaluation s'est terminé à l'automne 2015. L'analyse de celui-ci est en cours, mais les résultats préliminaires permettent de voir que certains éléments du formulaire de rédaction de l'*Évaluation pour courtes sentences et détention provisoire* s'avèrent intéressants et appréciés des utilisateurs. La grille de cotation n'a toutefois pas atteint l'objectif visé. En plus d'alourdir le processus d'évaluation, les participants au projet pilote sont d'avis qu'elle n'a pas apporté de plus-value pour la prise en charge de la personne contrevenante. Quant au nouveau *Profil de prise en charge*, il a été fort apprécié de tous. Précisons également qu'il a été expérimenté sur la clientèle purgeant une peine de 60 jours et moins plutôt que 30 jours et moins et que cette avenue s'est avérée très intéressante en répondant à nos besoins relativement à la prise en charge de la personne tout en diminuant le temps requis pour l'évaluation de celle-ci.

Cette expérimentation s'avère donc malgré tout concluante et entraînera des modifications au cours de la prochaine année quant aux pratiques en matière d'évaluation des personnes contrevenantes purgeant une peine de moins de six mois.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 105 : Pour 2014-2015 et 2015-2016¹, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST suite à une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale².

| ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION | 2014 | 2015 |
|-----------------------------|------|------|
| Amos | - | - |
| Baie-Comeau | 1 | 1 |
| Chicoutimi | - | - |
| Havre-Aubert | - | - |
| Hull | - | 1 |
| Leclerc de Laval | - | - |
| Montréal | 6 | 3 |
| New Carlisle | - | - |
| Percé | - | - |
| Québec (femmes) | - | - |
| Québec (hommes) | 21 | 15 |
| Rimouski | - | - |
| Rivière-des-Prairies | 1 | - |
| Roberval | - | - |
| Sept-Îles | - | - |
| Sherbrooke | - | 2 |
| Sorel | - | - |
| St-Jérôme | 1 | 4 |
| Tanguay | 1 | 1 |
| Trois-Rivières | - | 1 |

¹ Prendre note que le Fonds fonctionne en années civiles. Les chiffres indiqués sont pour janvier à décembre.

² À préciser que chaque Fonds local fait la demande auprès de la CNESST et non le Fonds central.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 106 : Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.

| Établissement | 2015-2016 (6 mois) | |
|-------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|
| | Absentéisme ¹ | |
| | Nb d'heures d'absences ² | Taux d'absentéisme ³ |
| TOTAL | 177 630 | 6,4 % |
| Amos | 6 845 | 7,6 % |
| Baie-Comeau | 3 848 | 8,3 % |
| Chicoutimi | 6 321 | 9,0 % |
| Hull | 5 452 | 4,5 % |
| Maison Tanguay | 7 521 | 8,2 % |
| Montréal | 29 239 | 5,7 % |
| New Carlisle et Havre-Aubert | 2 490 | 5,2 % |
| Leclerc de Laval ⁴ | 8 222 | 6,2 % |
| Percé | 2 458 | 7,1 % |
| Québec | 29 182 | 7,8 % |
| Rimouski | 3 699 | 5,0 % |
| Rivière-des-Prairies | 34 123 | 8,6 % |
| Roberval | 3 519 | 6,4 % |
| Sept-Îles | 2 090 | 8,7 % |
| Sherbrooke | 7 690 | 6,2 % |
| Sorel | 3 096 | 4,2 % |
| St-Jérôme | 11 611 | 5,2 % |
| Trois-Rivières | 10 223 | 8,7 % |

¹ L'absentéisme comprend les motifs : maladie, accidents du travail et assurance-salaire.

² Le nombre d'heures d'absence correspond au: nombre de jours d'absence (mesure extraite de Média) multiplié par 8.

³ Le taux d'absentéisme correspond aux : années-personne d'absence de maladie, accidents du travail et assurance-salaire, par rapport aux années-personnes en lien d'emploi des ASC.

⁴ Ouverture du nouvel établissement de détention Leclerc de Laval en 2014.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieure.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 107 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les centres de détention pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.
Ventilation par centre de détention.

| ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION | NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES | DÉPENSES DES TRANSFERTS ¹ |
|-----------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|
| | 2015-2016 (11 mois) | 2015-2016 (11 mois) (en \$) |
| Amos | 1 496 | 217 981 |
| Baie-Comeau | 755 | 177 866 |
| Chicoutimi ² | 546 | 51 759 |
| Maison Tanguay ³ | 747 | 200 766 |
| Montréal ³ | 4 225 | |
| Rivière-des-Prairies ³ | 4 862 | |
| Leclerc de Laval ⁴ | 472 | - |
| Québec (femmes) | 408 | 588 517 |
| Québec (hommes) | 3 496 | |
| Hull | 1 112 | 99 097 |
| New Carlisle | 307 | 51 318 |
| Havre-Aubert | 3 | |
| Percé | 76 | 16 465 |
| Rimouski | 627 | 81 398 |
| Roberval | 485 | 53 164 |
| Sept-Îles | 169 | 2 967 |
| Sherbrooke | 939 | 144 073 |
| Sorel | 2 680 | 85 549 |
| St-Jérôme | 4 275 | 490 656 |
| Trois-Rivières | 1 287 | 78 695 |

¹ La dépense en salaire tient compte des heures faites en temps régulier et supplémentaire. Elle tient également compte des heures d'absences des temps complet affectés à cette activité.

² Fermeture de l'établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015.

³ Les transferts sont effectués par la direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

⁴ Les transferts sont effectués par d'autres établissements de détention.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 108 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de Justice (pour comparution) pour les périodes 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Ventilation par centre de détention.

| ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION | NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES (COMPARUTIONS) | DÉPENSES DES TRANSFERTS ¹ (COMPARUTIONS) |
|-----------------------------------|---|--|
| | 2015-2016 (11 mois) | 2015-2016 (11 mois) (en \$) |
| Amos | 3 370 | 383 302 |
| Baie-Comeau ² | 655 | - |
| Chicoutimi ³ | 1 630 | 10 776 |
| Maison Tanguay ⁴ | 3 133 | 2 063 052 |
| Montréal ⁴ | 9 331 | |
| Rivière-des-Prairies ⁴ | 15 492 | |
| Leclerc de Laval ⁵ | 189 | - |
| Québec (femmes) | 946 | 302 809 |
| Québec (hommes) | 8 602 | |
| Hull | 5 332 | 33 071 |
| New Carlisle | 610 | 112 889 |
| Havre-Aubert | 2 | |
| Percé | - | - |
| Rimouski | 1 333 | 86 580 |
| Roberval | 1 545 | 57 830 |
| Sept-Îles | 882 | 13 422 |
| Sherbrooke | 6 099 | 108 011 |
| Sorel | 2 733 | 313 058 |
| St-Jérôme | 12 543 | 582 357 |
| Trois-Rivières | 3 583 | 320 907 |

¹ La dépense en salaire tient compte des heures faites en temps régulier et supplémentaire. Elle tient également compte des heures d'absences des temps complet affectés à cette activité.

² Le palais de justice étant à proximité de l'établissement de détention, cela ne génère aucuns frais de transport relatifs aux comparutions.

³ Fermeture de l'établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015.

⁴ Les comparutions sont effectuées par la direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

⁵ Les comparutions sont effectuées par d'autres établissements de détention.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 110 : Le nombre d’inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2010-2011¹, 2011-2012¹, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Ventilé par établissement de détention.

La direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique considère essentiel de créer et de maintenir, dans les établissements de détention, un environnement sécuritaire qui permet aux membres du personnel et aux personnes incarcérées d’évoluer dans un milieu favorisant la prise en charge de leurs responsabilités respectives. Pour ce faire, les agents des services correctionnels procèdent de façon régulière à la fouille des cellules et de tout autre emplacement situé à l’intérieur et à l’extérieur des établissements de détention. Ces activités de fouille peuvent être effectuées à n’importe quel moment et aussi souvent que requis. Toutefois, elles ne sont pas toutes inscrites dans un registre puisque certaines d’entre elles ne nécessitent pas la rédaction d’un rapport.

Il est important de préciser qu’une activité de fouille peut consister en la fouille d’une cellule, ou de toutes les cellules d’un même secteur, ou de l’ensemble des secteurs d’un établissement de détention. De plus, des regroupements sont parfois effectués lors de la compilation des données, ce qui peut expliquer les écarts significatifs en ce qui a trait au nombre d’activités de fouille d’un établissement à l’autre.

| ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION | ACTIVITÉS DE FOUILLE | | |
|-----------------------------|----------------------|-----------|------------------------|
| | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 ⁵ |
| Amos | 44 | 31 | N/D |
| Baie-Comeau | 37 | 43 | N/D |
| Chicoutimi | 10 | 10 | N/D |
| Hull ² | 418 | 405 | N/D |
| Laval ³ | S. O. | 16 | N/D |
| Maison Tanguay | 150 | 199 | N/D |
| Montréal | 408 | 480 | N/D |
| New Carlisle | 7 | 9 | N/D |
| Percé | 19 | 8 | N/D |
| Rimouski | 56 | 34 | N/D |
| Québec ⁴ | 1 122 | 446 | N/D |
| Rivière-des-Prairies | 127 | 107 | N/D |
| Roberval | 7 | 8 | N/D |
| St-Jérôme | 143 | 161 | N/D |
| Sept-Îles | 26 | 35 | N/D |
| Sherbrooke | 44 | 27 | N/D |
| Sorel | 14 | 42 | N/D |
| Trois-Rivières | 85 | 80 | N/D |

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des Études des crédits antérieurs
² Pour l’établissement de détention de Hull, inclut les activités de fouille circonstancielle à partir de l'année financière 2013-2014
³ L’établissement de détention Leclerc de Laval accueille des personnes incarcérées de la DGSC depuis le 20 octobre 2014 seulement
⁴ La ventilation des chiffres liés aux activités de fouille a été revue par l’Établissement de détention de Québec (EDQ) en 2014-2015. La nouvelle façon de ventiler les données s'harmonise maintenant à celle utilisée par les autres établissements.
⁵ Les données de 2015-2016 seront disponibles uniquement à la fin du mois de mai 2016

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 110 : Le nombre d’inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2010-2011¹, 2011-2012¹, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Ventilé par établissement de détention.

Liste des items saisis (interdits ou non-autorisés) recensés dans les établissements de détention pour les années 2013-2014 et 2014-2015 ⁶ :

| | | | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|---|---------------------------------------|---|--------------------------------|
| accumulation de boîtes | batterie artisanale | cassette audio | eau de javel | liste de clients | perche artisanale | taraud (outil) |
| accumulation de carton | batterie (de cellulaire et de Xbox) | CD | écouteurs | liste de transactions | petit moteur rotatif | télécommande |
| accumulation de journaux | batterie modifiée | ceinture non conforme | égraineuse | livre à couverture rigide | photo de nudité | télécommande artisanale |
| accumulation de literie | batterie/pile (AA, AAA, etc.) | cendrier artisanal | encre | lunettes de soleil | pic artisanal | téléphone cellulaire |
| accumulation de livres | bijou artisanal | cendrier modifié | épingle à couche | machette artisanale | pince à cils | télévision |
| accumulation de médicaments | bijou | chandelle artisanale | espadrille avec semelle décollée | machine à rouler les cigarettes | pince-notes | tige de métal |
| accumulation de nourriture | bobine de fil | chargeur (booster pack) | exacto artisanal | machine à tatouage artisanale | pipe | timbre de nicotine (Nicoderme) |
| accumulation de papier | bobine de fil de cuivre | chargeur artisanal | fil de chargeur | mandat poste | plante | tondeuse |
| accumulation de produits hygiéniques | boîte de conserve non conforme | chargeur solaire | fil de chargeur modifié | manette de Xbox | plexiglas | tournevis |
| accumulation de savon | bonbonne parfum en aérosol | chaudière | fiole | marqueur sharpie | poids haltère artisanal | tube |
| accumulation de vaisselle | boucle de ceinture non conforme | cigarettes | fronde | matraque artisanale | poignée artisanale | tube de colle |
| accumulation de vêtements | boulon | ciseaux | foret | mèche pour perceuse | poing américain artisanal | tube Orajel |
| accumulation d'ordures | bouteille Ensure | clé | Game Boy | | poivrière | vaporisateur de nitroglycérine |
| adaptateur | briquet | clé de menotte | gant de cuir | médicament nécessitant une ordonnance | porte-serviette artisanal | veilleuse |
| affiche | briquet à gaz type Gun | clé de menotte artisanale | gant de fouille | (seroquel, méthadone, stéroïde, etc.) | poudre explosive | ventilateur |
| agrafeuse | briquet artisanal | clou | gant de latex | microphone mains libres | poudre pour bébé | vibrateur artisanal |
| aiguille | broche | collage antipolicier | gommette | monnaie (pièce de) | produit nettoyant (Old Dutch/Comet) | vis |
| aiguisoir | brosse à cheveux modifiée | colle contact | grille-pain abîmé | montre téléphone cellulaire | protéine | |
| aimant | brosse à dents | collier de perles | haut-parleur artisanal | montre-bracelet | radio (morceau) | |
| alcool frelaté | brosse à dents électrique | contenant de gel à raser | huile à massage | morceau de cuivre | rasoir | |
| allume-cigarette | cabaret de plastique (cuisine) | contenant de métal avec miroir | image obscène | morceau de fer | revue pornographique | |
| allumettes | câble électrique | corde à linge artisanale | inhalateur pour l'asthme | morceau de grillage | rideaux | |
| antenne artisanale | câble USB | corde artisanale | iPad | morceau de métal | rince-bouche | |
| appareil Bluetooth | cadenas | coupe-ongles | iPod | morceau de serpillère | roche/caillou | |
| argent en papier (billet de banque) | cagoule | couteau à beurre | jeu de société | moteur de lecteur CD | ruban adhésif | |
| arme artisanale | cahier à spirale | couteau de poche | lame de grattoir | objet cylindrique | ruban électrique vert | |
| baguette artisanale | calculatrice | couvre batterie de cellulaire | lame de rasoir | ordinateur portable | sac de plastique | |
| baladeur | canne de vernis | craies | lampe munie d'une loupe | ouvre-boîte | seringue | |
| balance | carte d'appel | crayon surligneur | lampe portable | papier à rouler | seringue artisanale | |
| balance électronique | carte mémoire | créatine | lecteur CD | papier aluminium | soie dentaire | |
| banc de toilette | carte SIM pour cellulaire | décapant à peinture | lecteur MP3 | papier Mika | stupéfiant divers (haschisch, cannabis, | |
| bandage élastique | cartouche d'arme à feu | dentifrice | lien artisanal (bois, métal, corde, tissus) | papier sablé | poudre blanche, etc.) | |
| barre de métal | casquette rouge | DVD | servant à passer des articles d'une cellule | peinture | tabac en vrac | |
| | | | à une autre (cheval) | | | |

⁶ La liste des items saisis dans les établissements de détention est similaire d’une année à l’autre.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 112 : Efforts déployés pour maximiser le nombre de personnes contrevenantes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.

Le centre résidentiel communautaire (CRC) Kapatakan Gilles Jourdain héberge des personnes contrevenantes depuis le mois de mars 2014. La Direction générale des services correctionnels maintient ses efforts pour épauler la ressource dans ses démarches afin qu'elle puisse se faire connaître et acquière une certaine notoriété. La particularité des services offerts et les méthodes d'interventions traditionnelles utilisées par le CRC se doivent d'être présentées aux différents acteurs susceptibles de contribuer au succès de la ressource. Pour ce faire, différentes actions ont été menées :

- envoi des dépliants présentant la ressource à l'ensemble des unités du réseau des Services correctionnels;
- identification rapide des détenus innus hébergés dans les établissements de détention de Baie-Comeau et de Sept-Îles afin que ceux qui le souhaitent soient évalués rapidement par la ressource;
- présentation par la ressource du programme de guérison aux commissaires de la Commission québécoise des libérations conditionnelles en vidéoconférence;
- présentation par la ressource du programme de guérison aux intervenants parajudiciaires autochtones du Québec;
- interventions personnalisées auprès des établissements de détention où est présente la clientèle autochtone innue;
- portes ouvertes pour les partenaires de Sept-Îles (magistrature, avocats et procureurs);
- maintien de liens étroits avec la direction du CRC pour, notamment, arrimer nos pratiques et échanger sur les modalités de référence, et ce, par le biais d'un comité de suivi composé de membres de la ressource et des Services correctionnels;
- rencontre d'information tenue en cours d'année en présence des procureurs de la couronne et de la défense de la Côte-Nord;
- présentation générale de la ressource et de la clientèle visée dans le cadre du Séminaire sur la justice autochtone de la Cour du Québec en février 2016, ainsi que remise du dépliant de la ressource à chacun des participants du séminaire.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 113 : Nombre total de personnes ayant fréquenté le centre Kapatak an Gilles Jourdain en 2014-2015 et en 2015-2016.

| ANNÉE FINANCIÈRE | NOMBRE DE PERSONNES ¹ AYANT FRÉQUENTÉ LE CENTRE KAPATAKAN GILLES JOURDAIN |
|------------------------|---|
| 2014-2015 | 12 |
| 2015-2016 ² | 12 |

¹ Une personne dont le séjour chevauche deux années financières est comptabilisée dans chacune des années. Une personne qui effectue plusieurs séjours distincts dans la même année est comptabilisée une seule fois.

² Les données sont pour 11 mois

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 114 : Pour les années 2012 à aujourd'hui, les diètes religieuses accordées aux détenus; le nombre de repas, leur coût unitaire et le coût total pour les repas casher et les repas halal.

| DIÈTES RELIGIEUSES ACCORDÉES AUX DÉTENUS | ANNÉE FINANCIÈRE | |
|--|------------------------|------------------------|
| | 2014-2015 ¹ | 2015-2016 ² |
| Nombre de repas casher ³ | 10 227 | 11 759 |
| Coût unitaire des repas casher | 5,25 \$ | 6,98 \$ |
| Coût total repas casher | 53 693 \$ | 82 068 \$ |
| Nombre de repas halal ³ | 99 313 | 91 988 |
| Coût unitaire des repas halal ⁴ | 3,61 \$ | 4,10 \$ |
| Coût total repas halal | 358 081 \$ | 377 524 \$ |

¹ Dépense réelle au 31 mars 2015.

² Dépense au 17 mars 2016 annualisée.

³ Estimé du nombre de repas servis.

⁴ Comprend les coûts de main d'oeuvre.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 115 : Nombre d'incidents* impliquant des drones répertoriés 2014-2015 et 2015-2016 par établissements de détention.

| ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION | 2014-2015 | 2015-2016 |
|-----------------------------|-----------|-----------|
| Amos | - | 1 |
| Baie-Comeau | - | - |
| Chicoutimi | - | - |
| Hull | - | - |
| Leclerc de Laval | - | - |
| Montréal | 8 | 22 |
| New Carlisle | - | - |
| Percé | - | - |
| Québec | - | - |
| Rimouski | 1 | - |
| Rivière-des-Prairies | 5 | 3 |
| Roberval | - | - |
| Sept-Îles | - | - |
| Sherbrooke | - | - |
| Sorel | 1 | - |
| St-Jérôme | 3 | 1 |
| Tanguay | - | - |
| Trois-Rivières | - | 1 |

* Comprend le nombre d'observation et de saisie

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 116 : Nombre de détenus ayant bénéficié de traitements de zoothérapie dans chacun des établissements de détention, pour chaque année depuis l'instauration de ce traitement et la durée de chacun des traitements offerts par détenu.

Les données peuvent être consultées sur le site Internet du ministère de la Sécurité publique dans la rubrique Décisions et documents transmis dans le cadre d'une demande d'accès à l'adresse suivante : <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/acces-diffusion/acces-a-l-information.html>. Cette demande d'accès a été traitée à partir des rapports d'activités du Fonds de soutien à la réinsertion sociale qui incluent les activités offertes par les Commissions scolaires. Le coût des traitements de zoothérapie est assumé par les Fonds locaux de soutien à la réinsertion sociale ou par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur à l'exception d'un seul cas.

En effet, pour les exercices financiers 2011-2012 et 2012-2013, une personne sous la responsabilité des Services correctionnels du Canada (SCC) mais détenue à l'Établissement de détention de Saint-Jérôme en vertu d'une entente intergouvernementale a eu accès à des traitements individuels de zoothérapie sur une période d'un an et demi. En vertu de son statut fédéral, cette personne devait bénéficier des mêmes programmes auxquels elle aurait eu accès dans un établissement de détention fédéral.

L'entente intergouvernementale, Accord Québec-Canada, prévoit le remboursement d'un montant journalier pour les personnes incarcérées sous responsabilité fédérale, présentes dans un établissement de détention de la Direction générale des services correctionnels.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 117 : Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2013-2014¹, 2014-2015¹ et 2015-2016.

Voir document ci-joint.

La période de référence est du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016.

¹ Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs (2014-2015 et 2015-2016).

| Arrêté | Programme | Région administrative | Type | Aide versée |
|-------------------------|--|--|-----------------------|--|
| 2007-11-13G | Programme général d'aide financière lors de sinistres – Glissement de terrain survenu en bordure du chemin Mailoux, dans la ville de La Malbaie | 03 CAPITALE-NATIONALE | M | 188 457 \$ |
| | | Sous-total | | 188 457 \$ |
| 2008-07-31G | Programme général d'aide financière lors de sinistres - Pluies abondantes survenues entre le 31 juillet et le 3 août 2008, dans des municipalités du Québec | 11 GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE | M | 135 109 \$ |
| | | Sous-total | | 135 109 \$ |
| 2008-04-02G | Programme général d'aide financière lors de sinistres – Dommages causés à la côte de l'Église, dans la municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly, en raison d'un glissement de terrain survenu en avril 2008 | 12 CHAUDIÈRE/APPALACHES | M | 10 269 \$ |
| | | Sous-total | | 10 269 \$ |
| 2008-04-21G | Programme général d'aide financière lors de sinistres – Dommages causés à la route Édouard-VII, dans la municipalités de Saint-Philippe en raison d'un glissement de terrain survenu le 21 avril 2008 | 16 MONTERÉGIE | M | 92 861 \$ |
| | | Sous-total | | 92 861 \$ |
| 2010-09-30G | Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 30 septembre et 1 ^{er} octobre 2010, dans des municipalités du Québec | 02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN | M | 43 974 \$ |
| | | Sous-total | | 43 974 \$ |
| 2010-12-01G | Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 1 ^{er} et 2 décembre 2010, dans des municipalités du Québec | 14 LANAUDIÈRE | P | 64 077 \$ |
| | | Sous-total | | 64 077 \$ |
| 113-2011 2010-12-06S | Programme d'aide financière spécifique relatif aux sinistres survenus du 5 au 7 décembre 2010 et du 13 décembre 2010 au 10 janvier 2011 sur le territoire des régions administratives du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord | 01 BAS-SAINT-LAURENT 01 BAS-SAINT-LAURENT 09 CÔTE-NORD 11 GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE 11 GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE | M P M E M | 261 146 \$ 11 699 \$ 42 808 \$ 8 300 \$ 762 981 \$ |
| | | Sous-total | | 1 086 934 \$ |
| 2011-03-25S | Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol dans la municipalité de Saint-Jude et dans la municipalité de Saint-Louis | 16 MONTERÉGIE | M | 1 531 674 \$ |
| | | Sous-total | | 1 531 674 \$ |
| 493-2011 2011-04-10S | Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 10 avril au 6 mai 2011, dans des municipalités du Québec | 05 ESTRIE 16 MONTERÉGIE 16 MONTERÉGIE 16 MONTERÉGIE | M E M P | 52 754 \$ 7 286 \$ 203 578 \$ 377 900 \$ |
| | | Sous-total | | 641 518 \$ |
| 960-2011 2011-06-23S | Programme d'aide financière spécifique – Pluies abondantes survenues les 23 et 24 juin 2011 et aux imminences de mouvements de sol s'y rattachant, dans des municipalités du Québec | 07 OUTAOUAIS 07 OUTAOUAIS | M P | 516 512 \$ 5 651 \$ |
| | | Sous-total | | 522 163 \$ |
| 961-2011 2011-08-28S | Programme d'aide financière spécifique – Pluies abondantes et aux vents violents survenus les 28 et 29 août 2011 et aux imminences de mouvements de sol s'y rattachant, dans des municipalités du Québec | 02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN 03 QUEBEC 12 CHAUDIÈRE/APPALACHES 12 CHAUDIÈRE/APPALACHES | M M M P | 268 724 \$ 191 889 \$ 63 254 \$ 2 197 \$ |
| | | Sous-total | | 526 064 \$ |
| 2012-01-24G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au rang Chaffers, dans la ville de Saint-Césaire, en raison de mouvements de sol | 16 MONTERÉGIE | M | 180 000 \$ |
| | | Sous-total | | 180 000 \$ |

| Arrêté | Programme | Région administrative | Type | Aide versée |
|-------------------------|--|-------------------------------|------|-------------|
| 2012-03-08G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 8 au 22 mars 2012, dans des municipalités du Québec | | | |
| | 03 | QUEBEC | E | 2 542 \$ |
| | 03 | QUEBEC | P | 4 109 \$ |
| | Sous-total | | | 6 651 \$ |
| 358-2012 2011-11-30S | Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues le 30 novembre 2011, dans la paroisse de Saint-Côme | | | |
| | 14 | LANAUDIÈRE | M | 21 685 \$ |
| | Sous-total | | | 21 685 \$ |
| 2012-03-12G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin de la Rivière-Deisle Sud et au chemin de la Rivière-Rouge, dans la ville de Coteau-du-Lac, en raison de mouvements de sol | | | |
| | 16 | MONTÉRÉGIE | M | 28 321 \$ |
| | Sous-total | | | 28 321 \$ |
| 2012-05-10G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 10 mai 2012, dans des municipalités du Québec | | | |
| | 09 | CÔTE-NORD | M | 640 000 \$ |
| | Sous-total | | | 640 000 \$ |
| 2012-06-04G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Résidence principale sise au 703-709, rue Duberger, dans la ville de Saguenay, arrondissement La Baie | | | |
| | 02 | SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN | P | 11 938 \$ |
| | Sous-total | | | 11 938 \$ |
| 2012-06-13G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés par un glissement de terrain survenu le 13 juin 2012, en bordure du rang du Bas-de-la-Rivière, dans la ville de Nicolet | | | |
| | 17 | CENTRE-DU-QUÉBEC | M | 37 187 \$ |
| | Sous-total | | | 37 187 \$ |
| 2012-10-10G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin de la Haute-Rivière, dans la ville de Châteauguay, en face du numéro 550, par un mouvement de sol | | | |
| | 16 | MONTÉRÉGIE | M | 866 510 \$ |
| | Sous-total | | | 866 510 \$ |
| 2013-01-31G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations, vents violents et pluies verglaçantes survenus le 31 janvier 2013, dans des municipalités du Québec | | | |
| | 17 | CENTRE-DU-QUÉBEC | E | 10 718 \$ |
| | Sous-total | | | 10 718 \$ |
| 2013-03-12G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 12 au 14 mars 2013, dans des municipalités du Québec | | | |
| | 11 | GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE | M | 25 817 \$ |
| | Sous-total | | | 25 817 \$ |
| 2013-03-30G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin Benjamin, dans la municipalité de Saint-Honoré, à la suite d'un glissement de terrain survenu en mars 2013 | | | |
| | 02 | Saguenay/Lac-Saint-Jean | M | 25 000 \$ |
| | Sous-total | | | 25 000 \$ |
| 2013-04-19G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 19 au 22 avril 2013, dans des municipalités du Québec | | | |
| | 03 | CAPITALE-NATIONALE | P | 1 940 \$ |
| | 08 | ABITIBI-TÉMISCAMINGUE | P | 13 753 \$ |
| | Sous-total | | | 15 693 \$ |
| 2013-05-01G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au rang du Rapide Nord, dans la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade, à la suite d'un mouvement de sol | | | |
| | 04 | Mauricie | M | 40 000 \$ |
| | Sous-total | | | 40 000 \$ |
| 2013-05-10G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin du Sud-de-la-Rivière, dans la municipalité de Rivière-Ouelle, à la suite d'un glissement de terrain survenu en mai 2013 | | | |
| | 01 | Bas-St-Laurent | M | 45 000 \$ |
| | Sous-total | | | 45 000 \$ |

| Arrêté | Programme | Région administrative | Type | Aide versée |
|-------------|--|-------------------------|------|--------------|
| 2013-05-12G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin Saint-Étienne, dans la municipalité de Petit-Saguenay, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 12 mai 2013 | | | |
| | 02 | Saguenay/Lac-Saint-Jean | M | 162 747 \$ |
| | | Sous-total | | 162 747 \$ |
| 2013-05-17G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tremblement de terre survenu le 17 mai 2013, dans la municipalité de Thorne | | | |
| | 07 | OUTAOUAIS | P | 60 799 \$ |
| | | Sous-total | | 60 799 \$ |
| 2013-05-31G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 31 mai 2013, dans des municipalités du Québec | | | |
| | 01 | Bas-St-Laurent | M | 120 250 \$ |
| | 03 | Capitale-Nationale | E | 11 310 \$ |
| | 03 | Capitale-Nationale | M | 125 386 \$ |
| | 03 | Capitale-Nationale | P | 25 915 \$ |
| | 12 | Chaudière-Appalaches | P | 40 579 \$ |
| | | Sous-total | | 323 439 \$ |
| 2013-06-26G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 26 juin 2013, dans des municipalités du Québec | | | |
| | 17 | Centre-du-Québec | M | 24 752 \$ |
| | | Sous-total | | 24 752 \$ |
| 2013-07-06S | Programme d'aide financière spécifique relatif à un accident ferroviaire survenu le 6 juillet 2013, dans la ville de Lac-Mégantic | | | |
| | 03 | Capitale-Nationale | O | 117 195 \$ |
| | 05 | Estrie | E | 820 701 \$ |
| | 05 | Estrie | M | 250 558 \$ |
| | 05 | Estrie | P | 112 207 \$ |
| | 06 | Montréal | O | 250 000 \$ |
| | | Sous-total | | 1 550 661 \$ |
| 2013-08-23G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 476-478, rue Omer, dans la ville de Saguenay, arrondissement Chicoutimi | | | |
| | 02 | SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN | P | 23 151 \$ |
| | | Sous-total | | 23 151 \$ |
| 2013-08-29G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 1611-1613, boulevard de la Grande-Baie Sud, dans la ville de Saguenay, arrondissement La Baie | | | |
| | 02 | Saguenay/Lac-Saint-Jean | P | 24 616 \$ |
| | | Sous-total | | 24 616 \$ |
| 2013-09-02G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 2 septembre 2013, dans la ville de Magog | | | |
| | 05 | Estrie | E | 605 \$ |
| | 05 | Estrie | M | 51 342 \$ |
| | 05 | Estrie | P | 500 \$ |
| | | Sous-total | | 52 447 \$ |
| 2013-11-01G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 1 ^{er} novembre 2013, dans les cantons unis de Stoneham-et-Tewkesbury | | | |
| | 03 | Capitale-Nationale | M | 1 677 \$ |
| | 03 | Capitale-Nationale | P | 18 620 \$ |
| | | Sous-total | | 20 297 \$ |
| 2013-12-01G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2013 au 31 janvier 2014, dans des municipalités du Québec | | | |
| | 04 | Mauricie | M | 6 541 \$ |
| | 14 | Lanaudière | M | 28 916 \$ |
| | | Sous-total | | 35 457 \$ |
| 2013-12-22G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de pluie verglaçante, de neige et de grésil survenue le 22 décembre 2013, dans des municipalités du Québec | | | |
| | 05 | Estrie | E | 28 644 \$ |
| | 05 | Estrie | M | 283 562 \$ |
| | 16 | Montréal | M | 121 462 \$ |
| | | Sous-total | | 433 668 \$ |

QP2 - 117 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2015-2016

28

| Arrêté | Programme | Région administrative | Type | Aide versée |
|-------------|---|----------------------------------|-------|--------------|
| 2014-01-11G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 11 au 15 janvier 2014, dans des municipalités du Québec | | | |
| | | 05 Estrie | E | 22 920 \$ |
| | | 05 Estrie | M | 110 000 \$ |
| | | 05 Estrie | P | 1 955 \$ |
| | | Sous-total | | 134 874 \$ |
| 2014-04-05G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 5 au 9 avril 2014, dans des municipalités du Québec | | | |
| | | 01 Bas-St-Laurent | M | 121 245 \$ |
| | | 01 Bas-St-Laurent | P | 42 121 \$ |
| | | 02 Saguenay/Lac-Saint-Jean | P | 1 887 \$ |
| | | 03 Capitale-Nationale | E | 76 591 \$ |
| | | 03 Capitale-Nationale | M | 47 077 \$ |
| | | 03 Capitale-Nationale | P | 1 258 733 \$ |
| | | 04 Mauricie | M | 9 347 \$ |
| | | 05 Estrie | E | 58 652 \$ |
| | | 05 Estrie | M | 23 341 \$ |
| | | 05 Estrie | P | 199 284 \$ |
| | | 07 Outaouais | M | 180 000 \$ |
| | | 08 Abitibi-Témiscamingue | P | 6 343 \$ |
| | | 11 Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine | P | 5 965 \$ |
| | | 12 Chaudière-Appalaches | E | 637 221 \$ |
| | | 12 Chaudière-Appalaches | M | 297 302 \$ |
| | | 12 Chaudière-Appalaches | P | 2 102 061 \$ |
| | | 14 Lanaudière | M | 248 144 \$ |
| | | 14 Lanaudière | P | 188 828 \$ |
| | | 16 Montérégie | O | 3 909 \$ |
| | | 16 Montérégie | P | 34 631 \$ |
| | | 17 Centre-du-Québec | E | 889 \$ |
| | | 17 Centre-du-Québec | P | 73 365 \$ |
| | | Sous-total | | 5 616 937 \$ |
| 2014-04-10G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies et dégel printanier survenus du 10 au 22 avril 2014 ayant causé des glissements de terrain, dans des municipalités du Québec | | | |
| | | 03 Capitale-Nationale | P | 170 572 \$ |
| | | 04 Mauricie | P | 1 313 \$ |
| | | 15 Laurentides | M | 339 318 \$ |
| | | 15 Laurentides | P | 32 046 \$ |
| | | 16 Montérégie | M | 25 000 \$ |
| | | Sous-total | | 568 249 \$ |
| 2014-06-06G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue le 6 juin 2014, dans la municipalité de Grenville-sur-la-Rouge | | | |
| | | 15 Laurentides | MUNIC | |
| | | Sous-total | | 44 208 \$ |
| 2014-06-12G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 12 et 13 juin 2014, dans des municipalités du Québec | | | |
| | | 04 Mauricie | P | 22 293 \$ |
| | | 12 Chaudière-Appalaches | M | 41 290 \$ |
| | | 14 Lanaudière | M | 4 096 \$ |
| | | 14 Lanaudière | P | 14 668 \$ |
| | | 15 Laurentides | M | 25 000 \$ |
| | | 15 Laurentides | P | 39 560 \$ |
| | | Sous-total | | 146 907 \$ |
| 2014-06-18G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin de la Rivière-Rouge, dans la municipalité de Grenville-sur-la-Rouge, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 18 juin 2014 | | | |
| | | 15 Laurentides | M | 18 471 \$ |
| | | Sous-total | | 18 471 \$ |
| 2014-06-24G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 24 juin 2014, dans des municipalités du Québec | | | |
| | | 15 Laurentides | M | 68 050 \$ |
| | | Sous-total | | 68 050 \$ |
| 2014-07-01G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus le 1er juillet 2014, dans la municipalité de Pontiac | | | |
| | | 07 Outaouais | M | 5 656 \$ |
| | | Sous-total | | 5 656 \$ |



| Arrêté | Programme | Région administrative | Type | Aide versée |
|-------------|---|----------------------------------|------|-------------|
| 2014-07-05G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 5 juillet 2014, dans des municipalités du Québec | | | |
| | | 11 Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine | E | 59 648 \$ |
| | | 11 Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine | M | 270 805 \$ |
| | | 11 Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine | P | 415 162 \$ |
| | | Sous-total | | 745 615 \$ |
| 2014-07-14G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au rang Bourchemin Ouest, dans la municipalité de Saint-Hugues, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 14 juillet 2014 | | | |
| | | 16 Montérégie | M | 71 613 \$ |
| | | Sous-total | | 71 613 \$ |
| 2014-07-16G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 385, 107 ^e Rue, dans la ville de Shawinigan, secteur Shawinigan-Sud | | | |
| | | 04 Mauricie | P | 56 483 \$ |
| | | Sous-total | | 56 483 \$ |
| 2014-07-31G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin du Petit-Brûlé, dans la municipalité de Rigaud, à la suite d'un glissement de terrain | | | |
| | | 16 Montérégie | M | 81 417 \$ |
| | | Sous-total | | 81 417 \$ |
| 2014-08-10G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 10 août 2014, dans les cantons unis de Stoneham-et-Tewkesbury | | | |
| | | 03 Capitale-Nationale | M | 1 167 \$ |
| | | Sous-total | | 1 167 \$ |
| 2014-08-13G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 13 et 14 août 2014, dans des municipalités du Québec | | | |
| | | 14 Lanaudière | M | 9 000 \$ |
| | | Sous-total | | 9 000 \$ |
| 2014-08-26G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Incendie de tourbière et de forêt survenu du 26 au 29 août 2014, dans la municipalité de Saint-Modeste | | | |
| | | 01 Bas-St-Laurent | M | 30 401 \$ |
| | | 01 Bas-St-Laurent | O | 73 707 \$ |
| | | Sous-total | | 104 108 \$ |
| 2014-10-10G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant les résidences principales sises aux 60-62 et 68, rue Saint-Dominique Ouest, dans la ville de Saguenay, arrondissement de Chicoutimi | | | |
| | | 02 Saguenay/Lac-Saint-Jean | P | 98 976 \$ |
| | | Sous-total | | 98 976 \$ |
| 2014-11-26G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue les 26 et 27 novembre 2014, dans la municipalité de Rivière-à-Claude | | | |
| | | 11 Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine | M | 3 793 \$ |
| | | Sous-total | | 3 793 \$ |
| 2014-12-01G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2014 au 31 mars 2015, dans des municipalités du Québec | | | |
| | | 01 Bas-St-Laurent | M | 33 290 \$ |
| | | 03 Capitale-Nationale | M | 43 878 \$ |
| | | 05 Estrie | M | 5 512 \$ |
| | | 12 Chaudière-Appalaches | M | 23 589 \$ |
| | | 14 Lanaudière | M | 102 001 \$ |
| | | 16 Montérégie | M | 82 707 \$ |
| | | 17 Centre-du-Québec | M | 64 607 \$ |
| | | Sous-total | | 355 584 \$ |
| 2014-12-25G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue le 25 décembre 2014, dans la municipalité de Longue-Rive | | | |
| | | 09 Côte-Nord | P | 2 874 \$ |
| | | Sous-total | | 2 874 \$ |
| 2015-01-27G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de neige survenue le 27 janvier 2015, dans des municipalités du Québec | | | |
| | | 12 Chaudière-Appalaches | O | 1 655 \$ |
| | | Sous-total | | 1 655 \$ |

| Arrêté | Programme | Région administrative | Type | Aide versée |
|-------------|--|----------------------------------|------|--------------|
| 2015-04-10G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 10 au 16 avril 2015, dans des municipalités du Québec | | | |
| | | 01 Bas-St-Laurent | M | 9 369 \$ |
| | | 11 Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine | M | 2 067 \$ |
| | | 11 Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine | P | 220 539 \$ |
| | | 12 Chaudière-Appalaches | M | 1 730 \$ |
| | | 12 Chaudière-Appalaches | P | 154 363 \$ |
| | | 15 Laurentides | M | 7 476 \$ |
| | | 17 Centre-du-Québec | M | 18 352 \$ |
| | | Sous-total | | 413 896 \$ |
| 2015-04-15G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 120, rue Gagné, dans la ville de La Malbaie | | | |
| | | 03 Capitale-Nationale | P | 1 794 \$ |
| | | Sous-total | | 1 794 \$ |
| 2015-05-07G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 160, route Marie-Victorin, dans la municipalité de Deschailions-sur-Saint-Laurent | | | |
| | | 17 Centre-du-Québec | P | 174 558 \$ |
| | | Sous-total | | 174 558 \$ |
| 2015-06-09G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 9 et 10 juin 2015, dans des municipalités du Québec | | | |
| | | 03 Capitale-Nationale | E | 70 123 \$ |
| | | 03 Capitale-Nationale | M | 119 600 \$ |
| | | 03 Capitale-Nationale | P | 371 931 \$ |
| | | 05 Estrie | E | 286 495 \$ |
| | | 05 Estrie | M | 903 034 \$ |
| | | 05 Estrie | P | 1 165 438 \$ |
| | | Sous-total | | 2 916 620 \$ |
| 2015-06-11G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue les 11 et 12 juin 2015, dans la municipalité de Bégin | | | |
| | | 02 SAGUENAY/LAC SAINT-JEAN | P | 137 \$ |
| | | Sous-total | | 137 \$ |
| 2015-06-19G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue le 19 juin 2015, dans la municipalité de Notre-Dame-de-Bonsecours | | | |
| | | 07 Outaouais | M | 27 000 \$ |
| | | Sous-total | | 27 000 \$ |
| 2015-07-19G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 19 juillet 2015, dans des municipalités du Québec | | | |
| | | 05 Estrie | M | 30 627 \$ |
| | | Sous-total | | 30 627 \$ |
| 2015-07-21G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 21 juillet 2015, dans la ville de Pohénégamook | | | |
| | | 01 Bas-St-Laurent | M | 525 000 \$ |
| | | 01 Bas-St-Laurent | P | 270 303 \$ |
| | | Sous-total | | 795 303 \$ |
| 2015-07-27G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 27 juillet 2015, dans la paroisse de Saint-Odilon-de-Cranbourne | | | |
| | | 12 Chaudière-Appalaches | E | 25 552 \$ |
| | | 12 Chaudière-Appalaches | P | 8 188 \$ |
| | | Sous-total | | 33 740 \$ |
| 2015-08-03G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 3 août 2015, dans la paroisse de Saint-Marc-du-Lac-Long | | | |
| | | 01 Bas-St-Laurent | M | 377 \$ |
| | | 05 Estrie | M | 65 000 \$ |
| | | Sous-total | | 65 377 \$ |
| 2015-08-24G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 24 et 25 août 2015, dans des municipalités du Québec | | | |
| | | 02 Saguenay/Lac-Saint-Jean | M | 276 \$ |
| | | 03 Capitale-Nationale | E | 29 548 \$ |
| | | 03 Capitale-Nationale | M | 325 000 \$ |
| | | 03 Capitale-Nationale | P | 38 101 \$ |
| | | 9 Côte-Nord | M | 16 000 \$ |
| | | Sous-total | | 408 924 \$ |

QP2 - 117 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2015-2016

| Arrêté | Programme | Région administrative | Type | Aide versée |
|-------------|---|-----------------------|------|---------------|
| 2015-08-26G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 26 août 2015, dans des municipalités du Québec | | | |
| | | 01 Bas-St-Laurent | M | 4 703 \$ |
| | | Sous-total | | 4 703 \$ |
| | | | | |
| 2015-09-13G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 13 septembre 2015, dans des municipalités du Québec | | | |
| | | 15 Laurentides | M | 47 000 \$ |
| | | Sous-total | | 47 000 \$ |
| | | | | |
| 2015-10-01G | Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 116,route143, dans la municipalité de Ulverton | | | |
| | | 05 Estrie | P | 100 084 \$ |
| | | Sous-total | | 100 084 \$ |
| | | | | |
| | | | | |
| TOTAL | | | | 22 665 052 \$ |

Légende -Type

P : Particuliers - Dommages aux biens

H : Hébergement

S : Mouvements de sol (pour particuliers ou entreprises)

E : Entreprises

O : Organismes

M : Municipalités

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 121 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l' obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie

Au 26 février 2016, les 103 autorités régionales ont déposé leur schéma de couverture de risques en sécurité incendie et 102 ont obtenu une attestation de conformité. La procédure d'attestation de la MRC de Beauce-Sartigan est en cours.

Ventilation par régions

| RÉGIONS | SCHÉMAS ATTESTÉS | SCHÉMAS À COMPLÉTER | SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS | |
|-------------------------|------------------|---------------------|---------------------------------|--|
| Bas-Saint-Laurent | 8 | - | - | La Matanie, La Matapédia, La Mitis, Rimouski-Neigette, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Kamouraska, Les Basques |
| Saguenay-Lac-Saint-Jean | 5 | - | - | Le Domaine-du-Roy, Le Fjord-du-Saguenay, Lac-Saint-Jean-Est, Maria-Chapdelaine, Saguenay |
| Capitale-Nationale | 7 | - | - | Charlevoix-Est, L'Île-d'Orléans, La Jacques-Cartier, Portneuf, Agglomération de Québec, La Côte-de-Beaupré, Charlevoix |
| Mauricie | 6 | - | - | Agglomération de La Tuque, Maskinongé, Shawinigan, Trois-Rivières, Mékinac, Les Chenaux |
| Estrie | 7 | - | - | Coaticook, Memphrémagog, Sherbrooke, Le Val-Saint-François, Le Haut Saint-François, Les Sources, Le Granit |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 121 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l' obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Ventilation par régions (suite)

| RÉGIONS | SCHÉMAS ATTESTÉS | SCHÉMAS À COMPLÉTER | SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS | |
|-------------------------------|------------------|---------------------|---------------------------------|---|
| Montréal | 1 | - | - | Agglomération de Montréal |
| Outaouais | 5 | - | - | Les Collines-de-l'Outaouais, Gatineau, Papineau, La Vallée-de-la-Gatineau, Pontiac |
| Abitibi-Témiscamingue | 5 | - | - | Abitibi, Rouyn-Noranda, Témiscamingue, La Vallée-de-l'Or, Abitibi-Ouest |
| Côte-Nord | 6 | - | - | Le Golfe-du-Saint-Laurent, La Haute-Côte-Nord, Manicouagan, Minganie, Sept-Rivières, Caniapiscau |
| Nord-du-Québec | 2 | - | - | Administration régionale Kativik, Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James |
| Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 6 | - | - | Bonaventure, La Côte-de-Gaspé, La Haute-Gaspésie, Les Îles-de-la-Madeleine, Le Rocher-Percé, Avignon |
| Chaudière-Appalaches | 9 | - | 1 | Bellechasse, Les Etchemins, L'Islet, Lévis, Lotbinière, La Nouvelle-Beauce, Montmagny, Robert-Cliche, Les Appalaches <u>Processus d'attestation en cours :</u> Beauce-Sartigan |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 121 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l' obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Ventilation par régions (suite)

| RÉGIONS | SCHÉMAS ATTESTÉS | SCHÉMAS À COMPLÉTER | SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS | |
|------------------|------------------|---------------------|---------------------------------|---|
| Laval | 1 | - | - | Laval |
| Lanaudière | 6 | - | - | D'Autray, Les Moulins, Joliette, Matawinie, L'Assomption, Montcalm |
| Laurentides | 8 | - | - | Antoine-Labelle, Argenteuil, Les Laurentides, Les Pays-d'en-Haut, La Rivière-du-Nord, Thérèse-De Blainville, Deux-Montagnes, Mirabel |
| Montréal | 15 | - | - | Acton, Brome-Missisquoi, Le Haut-Richelieu, Marguerite-D'Youville, Agglomération de Longueuil, Pierre-De Saurel, La Vallée-du-Richelieu, Vaudreuil-Soulanges, Les Maskoutains, Rouville, Le Haut-Saint-Laurent, Les Jardins-de-Napierville, Roussillon, Beauharnois-Salaberry, La Haute-Yamaska |
| Centre-du-Québec | 5 | - | - | Arthabaska, Bécancour, L'Érable, Drummond, Nicolet-Yamaska |

Stratégies et orientations pour les schémas de couverture de risques en sécurité civile

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a priorisé la réalisation et la mise en œuvre des schémas de couverture de risques incendie par les MRC et les municipalités découlant de la Loi sur la sécurité incendie plutôt que de lancer la démarche municipale prévue à la Loi sur la sécurité civile dans laquelle s'inscrivait l'implantation des schémas de sécurité civile.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 122 : Détaille de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.

Peu importe le nombre d'habitants dans une municipalité :

- La municipalité est maître d'œuvre de la sécurité civile sur son territoire. Concrètement, lors d'un sinistre, la municipalité a la responsabilité première de mettre en place les mesures qui s'imposent pour protéger ses citoyens. Le rôle de la sécurité civile du MSP est de venir appuyer les municipalités dans ses actions. Le ministère est proactif dans ses interventions et s'assure que la municipalité a les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des sinistrés.
- Lorsque des événements exceptionnels surviennent, le MSP est toujours prêt à soutenir les municipalités et intervenir en mettant à leur disposition les ressources et l'expertise des différents ministères et organismes, par l'intermédiaire des organisations régionales de sécurité civile et de l'Organisation de sécurité civile du Québec.
- Le MSP coordonne l'action gouvernementale et, lorsque la situation le requiert, dépêche du personnel sur les lieux pour aider les municipalités.

Aide financière :

- Le Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents permet d'accorder une aide financière aux municipalités pour le déploiement de mesures préventives temporaires, de mesures d'intervention ou de rétablissement, pour la réparation des dommages aux biens essentiels ainsi pour le développement de sites d'accueil si nécessaire. Le programme permet également d'accorder une aide financière aux particuliers et aux entreprises sinistrés.
- Ce programme est mis en œuvre dans les jours suivant le sinistre, ce qui permet aux municipalités touchées de recevoir une aide financière très rapidement.
- Au besoin, le MSP procède à l'ouverture de bureaux temporaires d'aide financière directement sur le territoire des municipalités touchées afin d'aider leurs sinistrés, autant les particuliers que les entreprises. Ces bureaux permettent de rencontrer les sinistrés et d'ouvrir leur réclamation d'aide financière. Des chèques peuvent être remis aux sinistrés dans les 24 à 48 h suivant la rencontre.
- Le montant de la participation financière de la municipalité selon ce programme est fixé en fonction de l'évaluation démographique de la municipalité. Les trois premiers dollars par habitant de dépenses admissibles sont assumés entièrement par la municipalité. Pour recevoir une aide financière, le montant des dépenses admissibles de la municipalité doit donc dépasser le triple de sa population. Par exemple, pour une municipalité de 100 000 habitants, ses dépenses admissibles doivent dépasser 300 000 \$ pour que le MSP lui accorde une aide financière.
- Si une municipalité est en difficulté financière lors du sinistre ou en raison du sinistre, le programme permet d'annuler, en tout ou en partie, sa participation financière après analyse de sa situation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

QUESTION 123 : Échéancier et copie de la refonte (et des modifications) de la loi sur la sécurité civile.

Les documents visés par votre demande ne peuvent être communiqués en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 124 : Description des postes des employés des directions et bureaux régionaux de la sécurité civile.

| DIRECTIONS | PERSONNEL DE SOUTIEN ET TECHNICIENS | PROFESSIONNELS | CADRES |
|--|--|-----------------------|---------------|
| Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie ¹ | 46 | 132 | 16 |
| Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine | 1 | 6 | 1 |
| Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord | 2 | 5 | 1 |
| Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik | 1 | 5 | 1 |
| Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec | 1 | 5 | 1 |
| Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie | 1 | 7 | 0 |
| Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides | 2 | 7 | 1 |
| Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec | 2 | 5 | 1 |

¹ La direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie inclut les directions régionales

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

QUESTION 125 : Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile.

Règlement sur les normes, les spécifications et les critères de qualité applicables aux centres d'urgence 9-1-1 et à certains centres secondaires d'appels d'urgence
http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=//S_2_3/S2_3R2.htm

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 129: La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2014-2015 et 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.

Exercice financier 2014-2015

Mesures de réduction 2014-2015
avec récurrence sur les prochains exercices financiers
(en milliers de \$)

| | |
|--|--------------|
| Masse salariale | |
| Non renouvellement d'employés occasionnels | 528,8 |
| Réduction du temps supplémentaire | 52,6 |
| Dépenses de fonctionnement | |
| Loyer | 100,0 |
| Autres mesures | 65,3 |
| Dépenses administratives | 81,8 |
| TOTAL | 828,5 |

Exercice financier 2015-2016

Mesures de réduction 2015-2016
avec récurrence sur les prochains exercices financiers
(en milliers de \$)

| | | | |
|--|--------------|---|--------------|
| Masse salariale | | Masse salariale (mesures additionnelles) | |
| Non renouvellement d'employés occasionnels | 528,8 | Non renouvellement d'employés occasionnels | 137,6 |
| Réduction du temps supplémentaire | 52,6 | Non remplacement de retraites et départs | 93,3 |
| Dépenses de fonctionnement | | Optimisation des ressources | 125,0 |
| Loyer | 100,0 | | |
| Autres mesures | 65,3 | | |
| Dépenses administratives | 81,8 | | |
| TOTAL | 828,5 | TOTAL | 355,9 |
| GRAND TOTAL | | 1184,4 | |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 129: La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2014-2015 et 2015-2016. Prévisions pour 2016-2017.

Prévisions - Exercice financier 2016-2017

Prévisions - Mesures de réduction 2016-2017
avec récurrence sur les prochains exercices financiers
(en milliers de \$)

| | |
|--|--------|
| Masse salariale | |
| Non renouvellement d'employés occasionnels | 666,4 |
| Réduction du temps supplémentaire | 52,6 |
| Non remplacement de retraites et départs | 93,3 |
| Optimisation des ressources | 125,0 |
| Total - masse salariale | 937,3 |
| Dépenses de fonctionnement | |
| Loyer | 100,0 |
| Autres mesures | 65,3 |
| Dépenses administratives | 81,8 |
| Total - dépenses de fonctionnement | 247,1 |
| Grand total | 1184,4 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 140 : État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police, dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.

Depuis l'entrée en vigueur du projet de loi 80, le 15 juin 2006, 454¹ demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière depuis le 3 novembre 2006. Le Comité de déontologie policière a rendu 451 décisions, dont 58 défavorables aux policiers requérants.

Au cours de l'année financière 2015-2016, 37 demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière qui, au cours de la même période, a rendu 35 décisions.

Les 2 dossiers restants sont soit en délibéré ou feront l'objet d'une décision au cours de l'exercice financier 2016-2017.

¹ Données en date du 17 mars 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 141 : Pour 2014-2015 et 2015-2016, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.

| | Suicide ou tentative de suicide causant une blessure grave dans le cadre d'une intervention policière | Décès par balle ou blessure grave par balle dans le cadre d'une intervention policière | Décès ou blessure grave dans le cadre d'une intervention policière (autre que par balle) | Décès ou blessure grave à la suite d'une poursuite policière avec véhicule | Suicide ou tentative de suicide causant une blessure grave lors de la détention policière | Décès ou blessure grave lors de la détention policière |
|-------------------|---|--|--|--|---|--|
| 2009 | 5 | 11 | 6 | 15 | 2 | 1 |
| 2010 | 9 | 10 | 4 | 3 | 0 | 2 |
| 2011 | 7 | 22 | 2 | 6 | 0 | 0 |
| 2012 | 10 | 12 | 6 | 6 | 3 | 2 |
| 2013 | 19 | 10 | 2 | 5 | 2 | 1 |
| 2014 | 15 | 9 | 5 | 6 | 0 | 0 |
| 2015 | 10 | 14 | 11 | 4 | 1 | 1 |
| 2016 ¹ | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 |

¹ Du 1^{er} janvier au 29 février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 149 : Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.

Au mois d'avril 2014, la Protectrice du citoyen déposait un rapport concernant les délais d'investigation au Bureau du coroner. La Protectrice faisait alors état d'un délai moyen global (date de l'avis et date de fermeture du dossier) de l'ordre de 12,2 mois, et ce, pour 3 812 dossiers d'investigation terminés. De plus, à partir d'un échantillon aléatoire stratifié, les délais ont été mesurés pour différentes catégories (4) d'investigation. Elle demandait au Bureau du coroner de prendre des mesures (via le dépôt d'un plan d'action) afin de diminuer ces délais.

Le Bureau du coroner déposait le 5 juin 2014, son plan d'action visant notamment, à diminuer les délais d'investigation. Ce plan d'action est d'ailleurs disponible sur le site Internet du Bureau du coroner.

Vous trouverez ci-dessous, l'état de la situation des délais au 12 janvier dernier. À la suite du plan d'action, deux grands paramètres ont été développés : le premier concerne l'âge des dossiers d'investigation actifs, c'est-à-dire le futur, et le deuxième concerne l'âge des dossiers d'investigation terminés, qui est une mesure de la performance passée. Les résultats relatifs à ces deux paramètres sont les suivants :

Les dossiers d'investigation actifs

Le nombre de dossiers d'investigation actifs est passé de **3 658** le 5 janvier 2015 à **3 315** le 15 décembre 2015. **Il s'agit d'une baisse de 9 % du nombre de dossiers d'investigation actifs.**

Le délai moyen pondéré (par le nombre de dossiers) applicable aux dossiers d'investigation actifs est passé de 10,2 mois le 5 janvier 2015 à 7,5 mois le 15 décembre 2015. **Il s'agit d'une baisse de 26 % du délai.**

Le pourcentage de dossiers actifs dépassant 12 mois d'âge est passé de **28 %** le 5 janvier 2015 à **15 %** le 15 décembre 2015.

Les dossiers d'investigation terminés

Le nombre de dossiers d'investigation terminés pour **l'année 2013** se situait à **3 685** (excluant les entrées et les sorties de corps). Pour la période couvrant **l'année civile 2015**, ce nombre se situe à **4248**. Il s'agit d'une **progression de plus de 15 %** de la production.

Le délai moyen en mois (pondéré par tous les dossiers) pour l'ensemble des dossiers terminés en 2012, a été mesuré par la Protectrice du citoyen et il se situait alors à **12,2** mois. En **2013**, selon nos données, il se situait à **12,4** mois. Pour l'année 2014, ce délai se situait à **13,2 mois**. Soulignons que cette situation était prévisible compte tenu de l'opération de rattrapage des retards accumulés. C'est pourquoi en 2015, ce délai se situe maintenant à **11,7 mois**.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 149 : Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.

Les constats

Nos statistiques nous permettent de croire que les efforts mis en place pour réduire les délais de production commencent à porter des fruits.

Les efforts relatifs à la réduction des délais continueront. Un suivi personnalisé des délais d'investigation a été développé afin d'agir sur les cas les plus problématiques. De l'aide ponctuelle a été offerte à ceux qui le désiraient et la charge de travail de certains coroners a été rééquilibrée. Le Bureau du coroner reste vigilant quant à cette situation. De plus, la mise en place des nouveaux outils (GECCO, accès en ligne pour les coroners à certaines informations de la RAMQ, suivi par le MSSS des délais relatifs aux autopsies, la nomination récente de nouveaux coroners, etc.) contribuera à faire diminuer les délais.

La tendance à la baisse de l'âge des dossiers d'investigation actifs se poursuit. Cette tendance pourrait présager une baisse de l'âge des dossiers terminés au cours des prochains mois.

Plafonnement de l'âge des dossiers terminés, ce qui laisse présager une baisse des délais au cours des prochains mois.

Nous soulignons également que toute la question des délais d'investigation a fait l'objet d'une présentation spécifique, lors du colloque des coroners les 2 et 3 octobre 2015.

Nous suivons de près l'évolution de la situation. La cible que nous nous sommes fixée pour réduire graduellement nos délais à six mois d'ici 2017, nous apparaît toujours réaliste, mais les efforts pour y arriver devront demeurer constants.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 150 : État d'avancement des recommandations formulées par le Protecteur du citoyen, notamment en ce qui concerne les délais d'investigation.

Veillez vous référer à la question 149 du deuxième groupe de l'opposition en ce qui a trait aux délais d'investigation.

Concernant les recommandations de la Protectrice du citoyen, nous vous rappelons que :

- la Protectrice du citoyen a déposé son rapport le 17 avril 2014;
- que le rapport demandait au Bureau du coroner de produire un plan d'action afin d'assurer le suivi de ses recommandations, d'ici le 5 juin 2014;
- qu'un plan d'action a été déposé à la Protectrice du citoyen le 12 juin 2014;
- que ce plan d'action a été déposé aux parlementaires à l'occasion de la Commission des institutions le 11 septembre 2014;
- que ce rapport a fait l'objet d'une publication sur le site Internet du Bureau du coroner;
- qu'une troisième mise à jour a été transmise à la Protectrice du citoyen le 17 février 2016. Vous trouverez donc, annexée au présent document, une copie du plan d'action mis à jour.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 156 : Mesures mises en œuvre par la CQLC pour maximiser le nombre de personnes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.

La Commission est une instance décisionnelle qui décide en toute indépendance et impartialité, de la mise en liberté sous condition des personnes incarcérées dans un établissement de détention provincial. Conformément à la Loi sur le système correctionnel du Québec, elle rend des décisions en tenant compte de tout renseignement nécessaire et disponible au sujet des personnes contrevenantes.

L'article 19 de la Loi détermine les renseignements sur lesquels doit s'appuyer la Commission et qui doivent lui être communiqués par les Services correctionnels. Ces renseignements comprennent nécessairement ceux prévus aux paragraphes 6 et 10 de l'article 19, à savoir : « *l'évaluation et le plan d'intervention correctionnel de la personne contrevenante* » ainsi que « *le projet de réinsertion sociale et la confirmation de l'admission dans une ressource communautaire ou dans un programme, le cas échéant* ». En d'autres mots, ce n'est pas la Commission qui élabore le plan de sortie de la personne contrevenante ou qui en choisit la teneur. La Commission prend entre autres, connaissance du plan de réinsertion sociale qui comprend souvent un séjour en ressource, et décide en fonction de critères établis par la loi, si la personne contrevenante peut ou pas, bénéficier d'une mesure de mise en liberté sous condition qui ne compromette pas la protection de la société et qui favorise une réinsertion sociale graduelle et sécuritaire.

Conséquemment, la Commission ne peut pas, à titre d'instance décisionnelle impartiale, mettre quelque mesure en œuvre afin de maximiser le nombre de personnes pouvant fréquenter une ressource donnée et plus particulièrement, le centre Kapatakan Gilles Jourdain. La Commission prend connaissance d'un plan de sortie déjà établi par la personne contrevenante avec l'aide d'un professionnel des Services correctionnels. Si ledit plan de sortie prévoit un séjour dans une telle ressource, la Commission doit alors décider de façon impartiale et en fonction des critères établis à l'article 155 de la Loi, si elle doit lui accorder ou lui refuser une mise en liberté sous condition dont les modalités d'application seraient conformes au plan de sortie présenté.

Pour rendre des décisions éclairées, les membres de la Commission doivent maintenir leurs connaissances à jour. En février 2014, à la suite de l'accréditation du Centre Kapatakan Gilles Jourdain, ses représentants ont été invités à faire une présentation, accompagnés de représentants des Services correctionnels, à l'occasion d'une réunion des membres de la Commission afin de les informer des programmes offerts et de la structure de fonctionnement. À cette démarche, s'ajoute depuis septembre 2015, la participation d'une agente de liaison de la Commission au comité de suivi du Centre Kapatakan Gilles Jourdain. L'agente de liaison s'assure de maintenir à jour les informations de la ressource dans le bottin disponible aux membres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 168 : Depuis 2006, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilé par sport.

| COURSES | 2015-2016 | 2014-2015 | 2013-2014 | 2012-2013 | 2011-2012 | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de contrôles anti-dopage | 1 439 | 1 419 | 1 561 | 940 | 683 | 353 | 1 249 |
| Nombre positifs | 6 | 7 | 12 | 3 | 2 | 2 | 2 |

Le résultat pour 2008-2009 est présenté dans l'Étude des crédits 2015-2016. Conformément à l'application du Calendrier de conservation des documents de la Régie, les données ne sont pas disponibles pour les autres années antérieures.
Sanctions liées : En moyenne, 31 jours de suspension ont été imposés pour chaque test positif.
Les heures et les lieux des contrôles ne sont pas disponibles.

| SPORTS DE COMBAT | 2015-2016 | 2014-2015 | 2013-2014 | 2012-2013 | 2011-2012 | 2010-2011 | 2009-2010 |
|---------------------------------|---|--|--|-------------|------------------------------|------------------------------|--|
| Nombre de contrôles anti-dopage | 60 | 78 | 46 | 6 | 12 | 24 | 34 |
| Nombre positifs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 ¹ | 0 |
| Heures et lieux | Centre Bell, Colisée Pepsi, Complexe Gilles Tremblay, Centre Vidéotron, Casino de Montréal, Casino du Lac-Leamy | Centre Bell, Colisée Pepsi, Pavillon Jeunesse Québec | Centre Bell, Colisée Pepsi, Pavillon Jeunesse Québec | Centre Bell | Centre Bell et Colisée Pepsi | Centre Bell et Colisée Pepsi | Casino de Montréal, Centre Bell et Colisée Pepsi |

Le résultat pour 2008-2009 est présenté dans l'Étude des crédits 2015-2016. Conformément à l'application du Calendrier de conservation des documents de la Régie, les données ne sont pas disponibles pour les autres années antérieures.
¹ Généralement, les boxeurs testés positifs sont retirés des programmes de boxe subséquents par le promoteur, donc la Régie n'a pas à sanctionner.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 169 : Les revenus découlant du nouveau Règlement sur les systèmes de loteries et aux Règles sur les systèmes de loteries entreront en vigueur pour autoriser la mise sur pied et l'exploitation des tirages moitié-moitié sous l'égide d'une licence délivrée par la Régie des alcools, des courses et des jeux.

| | |
|---|---------------|
| Les revenus enregistrés depuis l'entrée en vigueur de la Réglementation le 1 ^{er} janvier 2015 ⁽¹⁾ | 23 165 \$ |
| Les revenus enregistrés entre le 1 ^{er} avril 2015 et le 29 février 2016 sont de : 137 303,62 \$ (droits) + 22 153,72 \$ (frais d'administration) ⁽²⁾ | 159 457,34 \$ |

(1) Le nombre de licences délivrées entre le 1^{er} janvier et le 28 février 2015 est de 101.

(2) Le nombre de licences délivrées entre le 1^{er} avril 2015 et le 29 février 2016 est de 749.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 170 : Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2014-2015 et 2015-2016, par région.

Les permis d'agent de sécurité sont délivrés par le Bureau de la sécurité privée depuis le 22 juillet 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 174 : Pour chaque corps de police non autochtone du Québec, pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, indiquer les coûts et le nombre d'interventions conduites en territoire autochtone. Séparer ces données entre les interventions ayant eu lieu sur des territoires couverts par des corps de police autochtone de celles ayant eu lieu hors de ces territoires.

Le ministère ne dispose pas de cette information pour les corps de police municipaux.

En ce qui a trait aux interventions de la Sûreté du Québec, veuillez vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 175 : Fournir la planification des sommes assignées à la transition vers la SQ des tâches et responsabilités du corps de police de Mashteuiatsh pour 2016-2017 dans le contexte de l'abolition du service de police de la réserve prévue pour le 31 mars 2016.

L'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Mashteuiatsh pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016 (Entente 2015-2016) a été signée en février 2016. En avril 2016, un avenant à l'Entente 2015-2016 a été signé permettant ainsi que le corps de police de Mashteuiatsh soit maintenu et financé jusqu'en 2018. Puisque le corps de police n'a pas été aboli, il n'y aura aucun frais associé à la transition du corps de police autochtone vers la SQ pour l'année 2016-2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 176 : Concernant le rapport du Protecteur du citoyen sur les conditions de détention du Nunavik publié le 18 février 2016, fournir les budgets et les ETC prévus en 2016-2017 pour mettre en oeuvre les recommandations. Fournir également tout plan d'action et échéancier prévu par le ministère ou le gouvernement.

En ce qui concerne la DGAP et la DGSC, les actions posées afin de mettre en œuvre les recommandations de la Protectrice du citoyen touchent la réorganisation du travail, les liens fonctionnels avec l'Administration régionale Kativik et l'élaboration d'outils de suivi. Elles sont réalisées à même les effectifs et budgets disponibles.

Par ailleurs, afin de réduire le taux d'occupation des cellules du poste de police de Puvirnituq, des avions supplémentaires sont nolisés pour le transport des personnes incarcérées lors des semaines de cour itinérante. Pour 2015-2016, 54 avions ont été nolisés, au coût de 715 319 \$. Des coûts similaires sont à prévoir pour l'année 2016-2017.

Des travaux sont en cours pour répondre aux recommandations de la Protectrice du citoyen. À ce jour, plusieurs actions ont été réalisées au niveau opérationnel et d'autres actions sont à venir avec nos partenaires de l'ARK, du MJQ et du MSSS. Le plan d'action n'est pas public et celui devrait être transmis à la Protectrice du citoyen le 31 mai prochain.